



INSTITUT DU GENRE EN GEOPOLITIQUE
GENDER IN GEOPOLITICS INSTITUTE



PARIS PANTHÉON-ASSAS UNIVERSITÉ

Face au backlash : les mouvements sociaux de lutte pour les droits des femmes dans le monde

ALBARRACÍN ALEJANDRA - HOULE FANNY -
DELORME LOUISE - KASEL ALEXANDRA - PALLU MAÏTA

Mars 2023

Les opinions exprimées dans ce rapport sont la seule responsabilité des autrices.

Pour citer cette publication : Albarracin, A., Houlé, F., Delorme, L., Kasel, A., Pallu, M. « Face au backlash : les mouvements sociaux de lutte pour les droits des femmes dans le monde. », Institut du Genre en Géopolitique, mars 2023.

©Tous droits réservés, Institut du Genre en Géopolitique, Paris, 2023.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	2
INTRODUCTION.....	4
I. Des mobilisations écoféministes qui remettent en question le système capitaliste et ses conséquences.....	8
A/ Des mouvements sociaux portés par les femmes pour défendre les droits des territoires, des populations et des femmes : le cas du Brésil.....	10
B/ Des mouvements sociaux qui naissent de l'urgence climatique et du recul accru des droits des femmes : le cas de l'Ouganda.....	18
A/ Un mouvement pour un meilleur accès à la santé sexuelle et reproductive.....	18
B/ Des mouvements qui intègrent une approche intersectionnelle pour lutter contre les discriminations.....	23
III. Des contestations révolutionnaires face à des systèmes politiques et religieux	30
A/ Une nouvelle génération en Iran mobilisée collectivement pour les droits des femmes face à l'instrumentalisation de la religion par le gouvernement.....	31
B/ Des actions de résistance en réponse à un système répressif en Afghanistan qui mobilise l'ensemble de la société pour défendre la place des femmes.....	35
CONCLUSION.....	41
BIBLIOGRAPHIE.....	43
VERBATIMS.....	51

RÉSUMÉ

Ce rapport inscrit son propos dans un contexte de libération de la parole des femmes dans la période post #MeToo. Au moment où les luttes féministes sont réaffirmées et sont mises en lumière dans de nombreuses sphères, se manifeste la menace du recul du droit des femmes. Ce contrecoup théorisé en 1991 par Susan Faludi survient justement à la suite d'une avancée en matière de droits des femmes et se matérialise par une régression brusque de ces droits et libertés obtenues. Ce rapport s'attelle à analyser la façon dont les mouvements sociaux qui incluent des revendications féministes luttent contre ce backlash à travers le monde en répondant à l'interrogation suivante : en quoi les revendications des mouvements sociaux pour les droits des femmes participent-elles à une remise en question des gouvernements, des mentalités et de la société ?

Les rédactrices se sont concentrées sur six mouvements dans six zones géographiques différentes, en Afghanistan, au Brésil, aux États-Unis, en Iran, en Ouganda et en Pologne, afin de donner un panorama complet de la situation mondiale. L'analyse se déroule en trois étapes et donne plusieurs angles d'approche de ces différents mouvements.

DES MOBILISATIONS ÉCOFÉMINISTES QUI REMETTENT EN QUESTION LE SYSTÈME CAPITALISTE ET SES CONSÉQUENCES

En analysant les luttes écoféministes au Brésil contre l'exploitation capitaliste de la nature ainsi que les mouvements de luttes contre le dérèglement climatique en Ouganda tels que Rise Up ou Fridays For Future Uganda, le rapport s'intéresse à ces mouvements qui illustrent la relation étroite entre l'exploitation de la nature et ses conséquences sur les femmes : les revendications féministes sont centrales au sein de ces mouvements, majoritairement portés par des femmes.

LORSQUE LE PATRIARCAT MET EN DANGER LA VIE DES FEMMES : DES MOUVEMENTS DE LUTTE EN FAVEUR D'UN CHANGEMENT SOCIAL

À travers l'étude des mouvements anti-avortement en Pologne et aux États-Unis, le rapport analyse la manière dont les mouvements luttent contre ces lois restrictives, mais aussi contre les mentalités et le système patriarcal.

DES CONTESTATIONS RÉVOLUTIONNAIRES FACE À DES SYSTÈMES POLITIQUES ET RELIGIEUX

Le rapport observe à travers les mouvements sociaux en Iran et en Afghanistan que les revendications dépassent les contestations sur les restrictions imposées aux femmes et reflètent une remise en cause du système religieux et politique du régime en place.

INTRODUCTION

À force de s'amonceler, de s'internationaliser, ces récits nés du « je » solitaire, glissant vers le « moi aussi », et « elle aussi » et une autre encore, finissent par dessiner un « nous », étonnante présence collective, où chacune reste debout près de sa phrase lancée [...] - Véronique Nahoum-Grappe, anthropologue française (2018)¹

En 2006, la travailleuse sociale et militante féministe afroaméricaine Tarana Burke fonde l'association Me Too pour venir en aide aux filles noires, victimes de violences sexuelles, en particulier dans les quartiers populaires de New York. Dix ans plus tard, et suite à l'affaire Weinstein, le hashtag #MeToo réapparaît. On assiste alors à des révélations conduisant à un mouvement mondial de dénonciation des agressions sexuelles et du harcèlement. Initié dans le milieu du cinéma, il prend rapidement de l'ampleur et incite des femmes de tous les milieux à parler publiquement de leurs expériences de harcèlement et d'agressions. Ce mouvement s'exporte dans le monde entier grâce aux réseaux sociaux. Il devient ainsi #Balancetonporc en France, #YoTambien en Espagne, #EnaZeda en Tunisie, ou encore #MiraComoNosPonemos en Argentine.

Cette mobilisation internationale et collective a mis en lumière différentes formes de violences. Elle a été un vecteur de mobilisations et de luttes sans précédent et a entraîné une libération de la parole, menant par exemple à l'augmentation des plaintes portées contre les violences sexuelles. Elle a aussi permis une relative prise de conscience collective du continuum des violences à l'œuvre envers les femmes dans le monde entier, notamment dans les débats publics. Le hashtag s'est d'ailleurs répandu à hauteur de 54 millions de tweets dans le monde en cinq ans et des déclinaisons sont vites apparues selon des sujets abordés : #MeTooGay, #MeTooInceste, #Mosquemetoo et plus récemment #MeTooPolitique, #MeTooThéâtre en France par exemple.

Grâce à ce mouvement, des évolutions ont donc pu être constatées dans la société, tant sur les mentalités que sur certaines législations. La prise de conscience a été importante dans certains milieux dans lesquels le continuum de la violence et la culture du silence sont particulièrement installés, entre autres dans les milieux artistiques et politiques. Le fait de témoigner de ce qu'elles subissent aurait pu exposer les femmes à davantage de violences. On a même constaté ce refus du silence dans des pays dont les régimes politiques, les lois, les politiques publiques vont à l'encontre des libertés individuelles et des droits des femmes, réticents à aborder cette thématique. Au Japon, par exemple, le

¹ Nahoum-Grappe, V. (2018). #MeToo : Je, Elle, Nous. *Esprit*, 112-119. <https://doi.org/10.3917/espri.1805.0112>

taux de plaintes pour agressions sexuelles est très bas. Selon les chiffres du gouvernement japonais en 2013, 76 % des victimes de viols, d'agressions sexuelles et de contacts sexuels non désirés n'auraient pas déclaré leur agression². Ce chiffre serait en réalité plus proche des 95 %³. Le mouvement #WeToo a permis à de nombreuses femmes d'aborder ces questions, de s'allier et de dénoncer les violences basées sur le genre. Au niveau juridique, des femmes ont pu obtenir gain de cause à travers des procès ou voir un changement de loi grâce à cette vague de militantisme. Aux États-Unis, environ soixante femmes victimes de viols, d'agressions sexuelles et de harcèlement sexuel, sont sorties du silence pour entamer des procédures judiciaires contre Harvey Weinstein qui a pu être jugé. Celui-ci a été condamné en 2023 à 23 ans de prison. En Suède et en Espagne, des lois sont entrées en vigueur concernant le « consentement explicite » lors de relations sexuelles ; c'est à dire que tout acte sexuel non consenti de manière claire pourra être considéré comme un viol par la loi. Au Japon, le mouvement a permis à une journaliste de dénoncer son agresseur, un haut fonctionnaire du ministère des Finances, qui a démissionné en 2018.

Pourtant, la menace du recul des droits des femmes surgit précisément au moment où les luttes féministes sont réaffirmées et apparaissent dans les débats publics, médiatiques et que ces problématiques sont évoquées dans la sphère politique. Ce contrecoup qui survient à la suite d'une avancée en matière de prise de conscience et d'obtention de droits est appelé backlash. Ce concept théorisé en 1991 par Susan Faludi dans son livre *La guerre froide contre les femmes* caractérise une régression des droits et des libertés des femmes. De fait, la montée des États et des rhétoriques conservatrices remet en question les droits des femmes, que ce soient des droits sociaux, civiques, économiques, de santé sexuelle et reproductive, etc. Le contexte de pandémie de Covid-19 a également contribué à ce recul, puisque l'on a pu assister à une explosion des violences envers les femmes : selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), en 2021, une femme sur trois dans le monde est victime de violences physiques ou sexuelles, venant principalement de la part d'un partenaire intime⁴. Amandine Clavaud, Directrice de l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes de la Fondation Jean-Jaurès, aborde ce sujet du point de vue européen dans *Droits des femmes, le grand recul*, publié en mars 2022. Elle y affirme que la crise sanitaire a creusé les inégalités et a également été utilisée par les

² Pioch, C. & Aizawa, I. (2022). La violence sexuelle, un problème sociétal majeur mondial, une situation unique : le Japon. *Enjeux et société*, 9(1), 183–210. <https://doi.org/10.7202/1087834ar>

³ Pioch, C. & Aizawa, I. (2022). La violence sexuelle, un problème sociétal majeur mondial, une situation unique : le Japon. *Enjeux et société*, 9(1), 183–210. <https://doi.org/10.7202/1087834ar>

⁴ La pandémie fantôme : la violence contre les femmes pendant la COVID-19. (s. d.). ONU Femmes. <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19>

partis politiques conservateurs et les groupes religieux afin de revenir sur les droits des femmes.

Dans ce contexte général de menace et de recul des droits des femmes, nous observons une réelle nécessité et une urgence de se mobiliser et c'est ce que les citoyen-ne-s font partout dans le monde en témoignant sur les réseaux sociaux ou encore en créant des mouvements et des Organisations non gouvernementales pour dénoncer les inégalités, les atteintes aux droits et libertés des femmes : inégalités sociales, économiques, politiques, raciales, ethniques ou sexuelles. Cette mobilisation permet de relier l'intime au politique : on passe d'expériences individuelles et de témoignages isolés à une expérience de mobilisation collective et associative, permise et amplifiée par les réseaux. Pour ce faire, des milliers de collectifs, d'associations, de regroupements et d'alliances font leur apparition. Ces mouvements sociaux se caractérisent très souvent par un groupe de personnes qui partagent les mêmes revendications, les mêmes valeurs et qui souhaitent contester l'ordre social, ici, le gouvernement, les mentalités, les préjugés. Ils peuvent se manifester par des « conduite[s] collective[s] conflictuelle[s] qui [sont] à relier à des situations d'inégalités et à des rapports sociaux de domination⁵ ». Tous ces mouvements ont des modalités, des modes d'expressions, des acteur-ric-e-s différents afin de faire valoir et faire respecter les droits des femmes.

Afin d'analyser au mieux la diversité des mouvements, nous avons choisi de concentrer notre recherche sur plusieurs exemples de mouvements sociaux actuels en Afghanistan, au Brésil, aux États-Unis, en Iran, en Ouganda et en Pologne. Ce choix donne une vision plus globale et diversifiée des tendances en matière de recul des droits des femmes. Il permet également de mieux comprendre les similitudes et les différences entre les contextes nationaux ainsi que les facteurs qui contribuent à ce recul. Par ailleurs, nous pouvons observer que les mouvements sociaux proposent des solutions, portent des revendications et participent à des changements sur le plan des mentalités, des lois ou encore des rapports de force. Cela permet aussi de tenir compte de la diversité des mouvements et de la complexité des contextes nationaux dans lesquels les droits des femmes sont menacés.

Ainsi, nous nous posons la question suivante : en quoi les revendications des mouvements sociaux pour les droits des femmes participent-elles à une remise en question des gouvernements, des mentalités et de la société ? Après avoir donné des éléments de contexte sur la situation des droits des femmes pour chacune des zones étudiées, nous

⁵ Maheu, L. & Descent, D. (1990). Les mouvements sociaux : un terrain mouvant. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(1), 41–51. <https://doi.org/10.7202/301068a>

analysons comment les mobilisations écoféministes en Ouganda et au Brésil interrogent le système capitaliste et ses conséquences sur l'environnement, les femmes et les minorités. Puis, dans un contexte de changement social, nous étudions comment les mouvements sociaux luttent pour un meilleur accès aux droits et à la santé sexuels et reproductifs en Pologne et intègrent une approche intersectionnelle pour lutter contre les discriminations faites aux femmes et aux minorités aux États-Unis. Enfin, nous étudions les contestations révolutionnaires en Iran et en Afghanistan face à l'instrumentalisation de la religion par le système politique.

Nous utilisons dans ce rapport une méthodologie empirique s'appuyant sur des entretiens directifs réalisés avec des spécialistes sociologues, chercheuses, activistes sur les différents mouvements et zones géographiques choisis. Par ailleurs, cette analyse des mouvements sociaux pour les droits des femmes est documentée par une veille hebdomadaire et permet d'apporter un regard le plus récent possible sur les modalités, les acteur·rice·s, les spécificités de ces phénomènes. Enfin, l'ensemble de notre argumentaire repose sur une approche intersectionnelle afin de prendre en compte les différentes discriminations que peuvent subir les femmes, dans leur individualité : discrimination économique, sociale, ethnique, religieuse.

I. Des mobilisations écoféministes qui remettent en question le système capitaliste et ses conséquences

« Personne ne se libère seule ou très rarement » - Isabelle Hillenkamp (2023)

Les mouvements de lutte pour la protection de la nature et plus récemment contre le dérèglement climatique incluent presque systématiquement des revendications féministes et sont portées par des femmes. C'est le cas au Brésil, avec les mouvements écoféministes qui luttent, entre autres, contre l'exploitation minière et capitaliste de la nature. C'est également le cas en Ouganda avec les mouvements de lutte contre le changement climatique comme Rise Up ou Fridays For Future, et par conséquent, contre les violences sexistes et sexuelles exacerbées dans ce contexte.

Le mouvement écoféministe a pris racine dans le monde anglo-saxon lors de la catastrophe nucléaire de Three Miles Island en 1979. Les femmes organisaient des blocages de centrales, des sit-in afin de remettre en cause les installations nucléaires. Un an après l'accident nucléaire, ce groupe de femmes planifie sa première action : la Women's Pentagon Action, afin de revendiquer leurs droits sociaux, économiques, reproductifs et la fin de l'exploitation de l'environnement. Cet événement a permis une visibilité et un développement sans précédent de ce mouvement qui tient ses origines du terrain et de revendications militantes. Par la suite, ces actions de terrain trouvent leur écho dans le milieu académique avec les premières théoriciennes comme Caroline Merchant et Yestra King. Elles y dénoncent, d'une part, un patriarcat grandissant et d'autre part la destruction de l'environnement, de notre planète. L'écoféminisme a donc mis au cœur de sa réflexion une domination double : celle des hommes sur la nature et celle des hommes sur les femmes. Les écoféministes analysent et luttent contre ce qui « fonde les oppressions inséparables de race, de sexe, de classe, et la destruction écologique⁶ ».

Les acteur·rice·s de ce mouvement sont majoritairement des femmes puisque ce sont elles qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques selon l'Organisation des Nations unies qui donne un exemple flagrant : 80 % des personnes déplacées à cause du changement climatique sont de genre féminin⁷. Par la division genrée du travail, les

⁶ « La grille de lecture écoféministe : une arme de « déconstruction massive » enthousiasmante » / Les Éditions L'échappée. (s. d.). <https://www.lechappee.org/actualites/la-grille-de-lecture-ecofeministe-une-arme-de-deconstruction-massive-enthousiasmante>

⁷ OHCHR. (s. d.). Les changements climatiques exacerbent la violence à l'égard des femmes et des filles. <https://www.ohchr.org/fr/stories/2022/07/climate-change-exacerbates-violence-against-women-and-girls>

femmes sont en première ligne des conséquences du changement climatique et davantage exposées aux catastrophes naturelles (sécheresse, inondations). Elles en subissent également les conséquences de manière indirecte puisqu'elles sont victimes d'une aggravation des violences sexistes et sexuelles selon une étude de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)⁸ : une hausse des violences domestiques et familiales a été observée dans les zones rurales à la suite de catastrophes naturelles qui ont entraîné des baisses de revenus. ONU Femmes a d'ailleurs qualifié ces violences sexistes et sexuelles de véritable « pandémie fantôme⁹ ». C'est le cas en Ouganda, pays particulièrement touché par les catastrophes naturelles (pluies torrentielles, coulées de boue, inondations, sécheresses ces dernières années), et dans lequel les femmes subissent les conséquences directes du dérèglement climatique puisqu'en raison des inégalités structurelles de genre, ce sont souvent elles qui s'occupent des récoltes ou d'aller chercher de l'eau. Elles en subissent également les conséquences indirectes : selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les femmes deviennent souvent la cible de violences physiques et sexuelles lors de catastrophes naturelles et climatiques¹⁰. La précarité et l'insécurité alimentaire entraînées par le changement climatique sont aussi à l'origine d'une augmentation des mariages précoces et des mutilations génitales féminines. Face à ces violences sexuelles et sexistes exacerbées, les mouvements pour le climat ougandais et africains en général placent les droits des femmes et des filles au cœur de leur agenda de lutte contre le changement climatique.

Par ailleurs, ce mouvement écoféministe en pleine évolution en Amérique du Sud et sur le continent africain dénonce plus largement le système capitaliste, l'expropriation des terres et l'exploitation des ressources par des entreprises minières étrangères. Dans le même temps, cette domination de la nature bafoue les droits des populations les plus vulnérables : les femmes et les enfants. C'est le cas au Brésil où l'exploitation minière d'entreprises étrangères comme notamment Anglo American, entreprise anglo-australienne du groupe BHP, est largement répandue, ce qui a des conséquences néfastes sur la vie des populations locales et notamment les femmes. C'est pourquoi, un mouvement social de masse porté par les femmes s'est construit et développé au Brésil pour défendre à la fois

⁸voir note 5

⁹ The Shadow Pandemic : Violence against women during COVID-19. (s. d.). UN Women à Headquarters. <https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19>

¹⁰ UN Women, United Nation Development Programme, UN Environment Programme, & DPPA ONU. (2020, juin). Gender, climate & security - Sustaining inclusive peace on the frontlines of climate change. <https://www.gender-nr-peace.org/gender-climate-security/>

leur territoire-corps et leur territoire-terre et apporter des alternatives à ce modèle extractiviste.

A/ Des mouvements sociaux portés par les femmes pour défendre les droits des territoires, des populations et des femmes : le cas du Brésil

« Ni las mujeres ni la tierra somos territorios de conquista ! Ni les femmes ni la terre ne sont des territoires à conquérir ! » - Mujeres Creando (2017)

À partir des années 2000 et avec l'arrivée de Lula da Silva au pouvoir en 2003, le Brésil connaît une période politique où le pouvoir central se saisit des enjeux sociaux. C'est à cette période charnière que les enjeux environnementaux et sociaux sont abordés. Cette prise de conscience se cristallise au sein de deux mouvements : d'une part, le Mouvement des femmes paysannes qui se prénomme la Marcha de las Margaritas¹¹ ; d'autre part, l'Articulation Nationale d'Agroécologie (ANA) portée principalement par les ONG. Cette alliance permet notamment entre 2013 et 2016 d'obtenir des politiques publiques pour les femmes dans l'agroécologie. La spécificité de ce mouvement à cette période donnée est l'influence qu'ont eu les femmes sur le pouvoir étatique. Cela leur a permis de formuler des propositions et des changements concrets à la fois pour faire évoluer les droits des femmes et les pratiques agricoles. La destitution de Dilma Rousseff en 2016 et l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro en 2019, ont été des événements déclencheurs pour la structuration et le développement du mouvement écoféministe au Brésil. Effectivement, la politique sociale et environnementale de Bolsonaro favorisant la déforestation, la sortie du Brésil de l'Accord de Paris, l'autorisation de l'exploitation minière ou encore les politiques anti-féministes indignent les populations. On peut tout à fait parler d'un recul des droits des femmes, un backlash, sous le gouvernement de Bolsonaro.

En août 2019, le projet de loi 191/2020 proposé par Bolsonaro qui permettait de légaliser les activités minières et l'installation des entreprises étrangères sur les terres indigènes en Amazonie a déclenché des protestations contre la politique environnementale. Dès son arrivée au pouvoir en 2019, Jair Bolsonaro a favorisé le déploiement des agro-industries au Brésil et la déforestation massive. En 2021, on comptait plus de 3 600 projets de mines sur les terres indigènes¹². Selon l'Institut national brésilien de recherches spatiales, 11 088 km² ont été détruits, soit 626 millions d'arbres coupés dans

¹¹ Le nom de cette marche rend hommage à Margarita Maria Alves, syndicaliste assassinée en 1983, par un tueur à gages aux ordres de propriétaires terriens de la région de l'État du Paraíba.

¹² Villén-Pérez Sarah (Janvier 2022). Mining threatens isolated indigenous peoples in the Brazilian Amazon [Mining threatens isolated indigenous peoples in the Brazilian Amazon - ScienceDirect](#)

l'Amazonie¹³. Ces chiffres illustrent la gravité environnementale et sociale puisque les agro-industriels accaparent les terres des populations autochtones illégalement et bafouent dans le même temps les droits sociaux de ces dernières (droit d'accès à la terre, droit de vivre dans un environnement sain). La Marcha de las Margaritas, mouvement massif au Brésil, a permis la cristallisation de la colère des populations et notamment des femmes. Isabelle Hillenkamp, socio-économiste et chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement, estime même que ce mouvement participe à une « stratégie de massification de pensée »¹⁴ des agricultrices. On assiste à une forte participation des femmes paysannes qui vont venir de toutes les parties du Brésil en bus pour se rendre visibles et camper dans la capitale pendant plusieurs jours pour se faire entendre. Cette marche a lieu tous les 4 à 5 ans et certaines années il y a eu jusqu'à 100 000 femmes du monde rural notamment en 2019. Elle est l'occasion de proposer des séminaires, des colloques, des ateliers de réflexion pour renforcer leurs capacités d'action et d'impact.

En outre, une des caractéristiques de ce mouvement écoféministe au Brésil réside dans son caractère non-mixte. Isabelle Hillenkamp parle même d'« une condition pour que les femmes puissent s'exprimer »¹⁵. En effet, les femmes paysannes ont été éduquées dans la soumission, dans la retenue et l'absence de parole publique pendant des années. S'exprimer, manifester, apprendre à parler devant les autres, témoigner de leur condition sociale est un défi pour ces femmes et cela n'est possible qu'en non-mixité afin d'éviter de « reproduire les mécanismes de domination »¹⁶. De plus, il est important de souligner que les femmes sont « multipositionnées »¹⁷ dans leur engagement, pour reprendre les mots d'Héloïse Prevost, post doctorante en sociologie à l'Institut de Recherche au Développement et au CESSMA¹⁸. Cela signifie que les manifestantes sont souvent militantes d'un mouvement, tout en étant membres d'une Organisation non gouvernementale, universitaire, syndicaliste et rattachée à un parti des travailleur·e-s. Par exemple, une femme peut à la fois faire partie du Mouvement des Sans Terres et être reliée au mouvement des Casseuses de babaçu et au mouvement des femmes paysannes. Cela

¹³ Données provenant de la plateforme Terrebrasilis de données géographiques de surveillance environnementale. [Terrebrasilis – Geographic Data Platform \(inpe.br\)](https://terrebrasilis.inpe.br/)

¹⁴ Propos repris de l'entretien réalisé avec Isabelle Hillenkamp, socio-économiste, le 25 janvier 2023

¹⁵ Propos repris de l'entretien réalisé avec Isabelle Hillenkamp, socio-économiste, le 25 janvier 2023

¹⁶ Propos repris de l'entretien réalisé avec Isabelle Hillenkamp, socio-économiste, le 25 janvier 2023

¹⁷ Propos repris de l'entretien réalisé avec Héloïse Prevost, chercheuse postdoctorale sur le féminisme et l'agro-écologie au Brésil, le 12 janvier 2023

¹⁸ Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, asiatiques et américains

démontre le caractère intersectionnel du mouvement écoféministe au Brésil et la convergence des luttes.

Les femmes paysannes, qui représentent 13 % des agriculteur·rice·s au Brésil en 2013¹⁹, sont les principales actrices de ce mouvement car elles sont en première ligne des dégradations et pollutions environnementales causées par les entreprises minières étrangères. Par exemple, la pollution de l'eau par les entreprises minières qui rejettent des métaux a des conséquences désastreuses pour la vie des populations et notamment les femmes : cancers, diarrhées, infections. On peut citer notamment la rupture du barrage de Brumadinho en 2019 construit par le groupe industriel Vale qui a laissé des conséquences environnementales et sanitaires considérables : apparition de la dengue, fièvre jaune. Cette pollution est également néfaste pour l'environnement au Brésil : les terres ne sont plus fertiles, les puits sont asséchés, l'eau est polluée ce qui entraîne des conséquences désastreuses pour la sécurité alimentaire.

Dans le même temps, les agricultrices sont confrontées à des discriminations sociales, juridiques et culturelles : accès limité à la terre, à l'éducation, à la santé, aux initiatives d'adaptation au climat et aux inégalités de rémunération. En 2013, on estime à 65 % le taux des femmes travaillant sans rémunération selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les conséquences des dégradations environnementales et de l'accaparement des ressources par l'agro-industrie aggravent d'autant plus leur situation. C'est pourquoi, les femmes prennent conscience que leur territoire-terre et territoire-corps sont en danger et qu'il est urgent de remettre en question ce système capitaliste qui est extractiviste pour penser une société favorable à une « reproduction de la vie environnementale et sociale ». Les mots prononcés par les femmes paysannes du Mouvement des Sans Terres résument cette prise de conscience : « nous ne sommes pas la propriété des hommes et notre terre n'appartient pas non plus aux grandes entreprises aux mains des minorités blanches et riches ».²⁰ Ainsi, ce mouvement entend lutter à la fois contre la domination capitaliste sur la nature et la domination patriarcale des femmes paysannes.

En définitive, les combats menés par ces activistes brésiliennes remettent en cause le système actuel : capitaliste, extractiviste, destructeur de l'environnement et inégalitaire envers les femmes. On peut se demander dans quelle(s) mesure(s) le mouvement écoféministe va évoluer à la suite de l'arrivée au pouvoir de Lula. Dans la mesure où, en

¹⁹ Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

²⁰ Propos repris de l'entretien réalisé avec Isabelle Hillenkamp, socio-économiste, le 25 janvier 2023

janvier 2023, le gouvernement de Lula, composé de 11 femmes, a lancé les premières opérations de lutte contre la déforestation en Amazonie.

B/ Des mouvements sociaux qui naissent de l'urgence climatique et du recul accru des droits des femmes : le cas de l'Ouganda

« Elles [les femmes] sont à la fois les premières victimes de la crise climatique, et celles qui apportent les premiers secours. » - Adenike Oladosu (2021)

Face aux conséquences du dérèglement climatique et grâce à la prise de conscience grandissante des populations, des ONG et des gouvernements, de nombreuses solutions ont été proposées et débattues lors de sommets mondiaux depuis les années 1970 afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Parmi ces solutions, l'éducation des femmes et des filles ainsi que leur accès aux droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR), particulièrement sur les continents asiatique, américain et africain, est incontournable. C'est l'idée développée par le Projet Drawdown, un collectif de chercheur-se-s et écologistes qui a recensé les solutions existantes pour réduire les émissions de GES²¹. Parmi ces solutions, l'accès à l'éducation des filles est à la cinquième place sur quatre-vingt-treize des mesures les plus efficaces, juste après des mesures comme la réduction du gaspillage alimentaire, le passage à un régime alimentaire végétal par exemple. Cela montre l'importance réelle de cette solution et son impact. Ainsi, outre le fait que les revendications féministes au sein des mouvements climatiques sont une réponse à l'exacerbation des violences sexuelles et sexistes provoquées par le dérèglement climatique, ces revendications sont également nécessaires et efficaces dans la lutte contre le changement climatique.

Cet argument est repris et défendu par les mouvements de lutte contre le changement climatique, particulièrement en Afrique et en Ouganda où le dérèglement climatique et ses conséquences sur les femmes sont les plus violentes et visibles.

Il est important de souligner que la lutte contre le changement climatique dans le contexte africain met en lumière une inégalité entre les pays responsables du dérèglement climatique et les pays qui en subissent actuellement le plus les conséquences. Les pays d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique subissent de plein fouet les catastrophes naturelles. L'Afrique est responsable de seulement 2 % à 3 % des émissions de gaz à effet de serre,

²¹ Table of Solutions | @ProjectDrawdown. (2021, août 16). Project Drawdown. <https://www.drawdown.org/solutions/table-of-solutions>

pourtant, le continent doit assumer les coûts d'adaptation aux conséquences du changement climatique. De plus, selon la Banque africaine de développement, sur les dix pays les plus susceptibles de subir les effets les plus dévastateurs, sept sont africains : le Soudan du Sud, le Tchad, le Nigéria, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Sierra Leone et la République démocratique du Congo.

L'Ouganda est particulièrement affecté par les catastrophes naturelles et les femmes en sont les premières victimes. Les violences sexuelles et sexistes qu'elles subissent ainsi que les inégalités dont elles sont victimes dans la sphère privée sont structurelles mais elles sont ensuite exacerbées par le dérèglement climatique. Dans cette situation, les femmes sont bien souvent emprisonnées dans un cercle vicieux de précarité. La pauvreté existante qui perdure à travers les générations, aggravée par les sécheresses, les inondations et les périodes de famine, entraîne des mariages de plus en plus précoces et une augmentation importante des mutilations sexuelles féminines (condition préalable à certains mariages). D'après l'ONG Ouganda for Her, et le Fond des Nations unies pour la population²² 10 % des filles de quinze ans ont déjà un époux en Ouganda en 2021. Ces mariages précoces entraînent des grossesses précoces non désirées, des risques de complications et de décès à l'accouchement.

Il existe également un fort décalage entre les filles et les femmes des zones urbaines et celles des milieux ruraux, beaucoup plus sujettes à ces risques. Les filles et les femmes des zones urbaines ont en général davantage accès à une éducation et sont moins sujettes à une répartition genrée du travail, des tâches domestiques. Vanessa Nakaté, la militante écologiste ougandaise et fondatrice du mouvement Rise Up, évoque à ce propos le « deux poids, deux mesures » présent dans la société ougandaise²³. En effet, à la campagne, les femmes s'occupent non seulement des enfants mais aussi de la nourriture, des récoltes et de l'approvisionnement en eau. Les filles quittent très tôt l'école pour aider leur mère dans les tâches ménagères et sont mariées ensuite très tôt afin de rapporter de l'argent à leur famille grâce au « prix de la fiancée », une dot pratiquée en Ouganda.

Face à ces inégalités que subissent les filles et les femmes ougandaises, de nombreuses voix s'élèvent et inscrivent les droits des femmes et des filles au cœur de leur lutte contre le changement climatique.

²² Mariage d'enfants. (s. d.). Fonds des Nations Unies pour la population. <https://www.unfpa.org/fr/mariage-denfants>

²³ Nakate, V. (2022). Une écologie sans frontières : L'appel d'une militante africaine pour une justice climatique. HARPERCOLLINS.

On peut alors s'intéresser à la place donnée à ces mouvements émergents dans l'espace public ougandais. Pour les militant·e·s comme Vanessa Nakaté, fondatrice du mouvement Rise Up, ou encore Hilda Flavia Nakabuye, qui a créé le mouvement Friday For Future en Ouganda, se mobiliser pour la justice climatique et les droits des femmes n'est pas une tâche aisée dans le contexte ougandais. Elles doivent à la fois affronter une limitation de leurs droits et libertés et une forte hostilité de l'opinion publique par rapport à la question climatique.

D'une part, le discours des femmes est censuré et leurs corps sont contrôlés par la définition de comportements dits convenables. Leur liberté de mouvement et de parole est souvent très restreinte car il n'est pas souhaitable d'élever la voix en public, de manifester à la vue de tous et toutes. Cela porterait atteinte à leur dignité. Lorsqu'elles osent donc sortir dans la rue, manifester pour défendre leurs droits et s'exprimer sur les réseaux sociaux, elles sont susceptibles d'être violemment insultées et menacées.

D'autre part, les discours sur le climat rencontrent de l'hostilité car le dérèglement climatique est très peu connu. La population notamment rurale est pourtant témoin des catastrophes naturelles qui touchent le pays mais ne le relie pas à ce contexte. L'ignorance est aussi le terreau de préjugés et le discours que tiennent les militant·e·s est souvent pris pour de la propagande pour les puissances étrangères et particulièrement occidentales. De plus, l'attitude des militant·e·s inquiète et interroge : leur franc-parler, leur capacité à élever la voix dans une société dans laquelle les femmes sont confinées au second rang n'est pas habituelle et suscite donc une hostilité accrue.

Pourtant, ce contexte n'arrête pas les militant·e·s ni les mouvements pour le climat, au contraire, cela renforce leur conviction à agir. Un des moteurs principaux de leur action est la forte représentativité des jeunes femmes dans ces mouvements. Cette présence importante de femmes militantes et leadeuses de mouvements s'explique par leur présence sur le terrain et le constat du changement climatique qui les touche davantage comme nous l'avons déjà évoqué. Les jeunes femmes sont donc plus motivées à rejoindre des mouvements lorsque ceux-ci sont animés et portés par des femmes. Ce cercle vertueux permet d'intégrer pleinement les revendications féministes à l'agenda.

C'est le cas par exemple du mouvement Rise Up fondé par Vanessa Nakaté en 2020. Les revendications principales de ce mouvement lient la lutte contre le changement climatique et la lutte pour les droits des femmes. Une des revendications est l'intégration du dérèglement climatique dans les programmes scolaires afin de préparer au mieux les garçons et les filles aux conséquences de ce phénomène et de leur donner des outils,

notamment en accédant à des postes de décision, de responsabilité. Un autre axe est consacré à l'amélioration de l'accès à l'éducation ainsi qu'aux formations sur les droits et la santé sexuels et reproductifs afin de mieux préparer les jeunes qui sont confronté·e·s aux mariages précoces et de leur permettre de les éviter. L'idée est également de donner les moyens aux filles, à travers l'éducation, de s'émanciper de leur condition et d'accéder à de plus longues études. Il est urgent, selon Vanessa Nakaté, que les femmes « soient présentes à la table des décisions qui risquent d'affecter le climat »²⁴ sachant qu'elles représentent la moitié de la population mondiale.

Malgré l'hostilité rencontrée sur les réseaux sociaux, ceux-ci restent des leviers centraux de l'action militante. Tout d'abord parce qu'ils ont permis l'extension de la lutte quand les militant·e·s n'étaient plus en mesure d'aller sur le terrain lors de la pandémie de Covid-19. L'action de contestation et les revendications de justice climatique et d'égalité de genre n'ont pas cessé. Au contraire, ces revendications se sont amplifiées, ont été relayées et peuvent atteindre des personnes qui n'en auraient pas eu connaissance sur le terrain. Ensuite, parce que ces espaces permettent une plus grande liberté d'expression lorsque le droit de manifester et d'élever la voix dans l'espace public (surtout pour les filles et les femmes) est très restreint comme c'est le cas en Ouganda. C'est d'ailleurs ce qui fait la particularité et la force de ces mouvements qui se déclinent sur les réseaux sociaux. La militante Vanessa Nakaté a commencé son action sur le terrain en organisant une grève pour le climat entourée de son frère et de ses cousin·e·s et c'est lorsqu'elle a relayé sa mobilisation sur les réseaux sociaux (comme Instagram et Twitter) avec le hashtag #FridaysForFuture qu'elle a pu atteindre un plus grand nombre de personnes. Elle a été massivement relayée sur les réseaux sociaux par d'autres militant·e·s pour le climat. Non seulement cela lui a donné du courage et renforcé sa détermination sur le terrain (elle a ensuite continué à organiser des manifestations tous les vendredis) mais en plus, son action et plus tard son mouvement se sont mis en relation avec d'autres mouvements similaires à travers le monde.

Ces mouvements Fridays for Future Uganda ou Rise Up et plus récemment StopEACOP²⁵ sont donc directement connectés avec d'autres mouvements mondiaux, notamment occidentaux et européens de plusieurs manières. La volonté des militant·e·s africain·e·s d'agir et de créer des mouvements part d'un constat des conséquences du

²⁴ Nakate, V. (2022). Une écologie sans frontières : L'appel d'une militante africaine pour une justice climatique. HARPERCOLLINS. p.171

²⁵ ACCUEIL. (s. d.). # StopEACOP. <https://www.stopeacop.net/accueil> : Les entreprises Total et China National Offshore Oil Corporation projettent de construire un oléoduc géant qui traversera l'Ouganda et la Tanzanie, déplaçant des milliers de personnes et menaçant la faune et la flore.

changement climatique en particulier sur les femmes. Ce sont aussi des réactions au manque de représentativité des pays du continent africain dans la lutte contre le changement climatique au niveau mondial. En effet, on peut s'intéresser à une image forte, qui a incité Vanessa Nakaté à continuer et intensifier son combat : seule militante africaine invitée au Forum économique mondial de Davos de 2019 aux côtés d'autres militant·e·s pour le climat, elle a été effacée de la photo officielle publiée après l'événement. Selon elle, cette exclusion reflète une symbolique forte de mise à l'écart du continent africain dans la prise de décision au niveau mondial : « J'ai alors compris que par ce recadrage, on ne m'avait pas juste éliminée, moi, mais qu'on avait gommé un continent entier ».²⁶ Cette situation paraît d'autant plus contradictoire que l'Afrique est la plus faible émettrice de GES mais la plus touchée par le changement climatique.

Cependant, loin de rejeter une affiliation aux mouvements mondiaux pour le climat, les militant·e·s déclinent ces mouvements dans leur contexte national : Hilda Flavia Nakabuye et Leah Namugerwa, militantes pour le climat, ont ainsi fondé en 2019 la déclinaison ougandaise des Fridays For Future initiés en 2018 par la suédoise Greta Thunberg. Ces mouvements sont donc plus adaptés au contexte, aux réalités de chaque pays. Les militant·e·s peuvent parler en leur nom et au nom des femmes qui subissent de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique. Cela vient enrichir les expériences et la diversité des solutions à apporter au niveau mondial.

²⁶ Nakate, V. (2022). Une écologie sans frontières : L'appel d'une militante africaine pour une justice climatique. HARPERCOLLINS. p.12

II. Lorsque le patriarcat met en danger la vie des femmes : des mouvements de lutte en faveur d'un changement social

« C'est aussi le cas d'organisations de la société civile qui sont notamment portées autour de valeurs religieuses. Ce qui ressort des discours de ces différents acteurs c'est cette volonté de défendre un modèle de société traditionaliste et hétéronormée où la femme et l'homme ont un rôle qui leur est assigné. »

- Amandine Clavaud (2023)

Par ces quelques mots, Amandine Clavaud indique la manière dont les systèmes patriarcaux s'organisent en Pologne et aux États-Unis pour défendre des valeurs qui limitent les droits des femmes. En effet, le patriarcat constitue un frein aux droits des femmes, en ce sens que la société est dominée par les hommes, tant dans la prise de décision au sein de la sphère publique que dans les mentalités présentes dans la société, qui se traduisent également dans la sphère privée. En sociologie, le patriarcat est défini comme « une forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes, à l'exclusion explicite des femmes²⁷ ». Ce concept ressurgit par ailleurs dans plusieurs domaines dont l'éducation, le travail, mais aussi, et comme nous allons le voir, dans le domaine de la santé, où les décisions concernant le corps des femmes sont prises par les hommes. Ce modèle patriarcal tend à se réaffirmer dans de nombreux pays où l'on observe, dans le même temps, une régression des droits des femmes. Ce backlash, notamment en Pologne et aux États-Unis, menace directement l'accès à l'avortement. Face à ce recul, nous analysons la manière dont les mouvements qui se sont mis en place en réaction luttent contre ces lois restrictives, contre les mentalités et le système patriarcal.

A/ Un mouvement pour un meilleur accès à la santé sexuelle et reproductive

« Une femme meurt toutes les 9 minutes d'un avortement non sécurisé dans le monde, chiffre qui pourrait augmenter au regard du recul observé aux États-Unis, en Pologne, Hongrie, etc. » - Amandine Clavaud (2023)

Voici le constat que dresse Amandine Clavaud²⁸ face au recul du droit à l'avortement, notamment en Pologne. Le mouvement de la grève des femmes et des manifestations noires commence en 2016, à la suite du projet de loi visant l'interdiction du

²⁷ (Pierre Bonte et Michel Izard (dir.), Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie, Presses universitaires de France, 1991, p. 455.

²⁸ Propos repris de l'entretien réalisé avec Amandine Clavaud, directrice de l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes de la Fondation Jean Jaurès, le 26 janvier 2023

droit à l'avortement porté par le parti ultraconservateur Droit et justice (Prawo i Sprawiedliwość, PiS). Le poids du patriarcat est important dans ce pays, puisque la politique est également mêlée aux influences de l'Église catholique, très présente au sein de la société. Ainsi, la figure de la « mère polonaise » sacrificielle est mise en avant par la société patriarcale et religieuse. Cela signifie alors que la femme doit avant tout s'occuper de son mari et de ses enfants avant de penser à elle. Cette idée renforce le sentiment de honte autour de l'avortement²⁹. En 2020, le projet de loi passe et interdit l'IVG, même en cas de viols ou de malformations du fœtus. Amandine Clavaud, directrice de l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes de la Fondation Jean Jaurès, affirme que cela en fait donc « l'un des pays où la législation est l'une des plus restrictives en Europe sur la question de l'avortement³⁰ ».

Selon Human Rights Watch, cela fait partie de l'agenda du parti de nuire à l'État de droit, d'autant plus que la Pologne fait partie de l'Union européenne qui promeut les droits humains. Cette décision est influencée par le poids de l'Église, qui met en place des stratégies de désinformation. Amandine Clavaud rappelle que les mouvements contre le droit à l'avortement luttent activement à travers des campagnes diffusant de fausses informations pour détourner les femmes de l'avortement. Ces mouvements se retrouvent dans toutes les strates de la société, tant dans les milieux religieux et politiques, qu'au sein de la société civile et sont financés par des philanthropes conservateurs. Amandine Clavaud ajoute que ces acteur·rice·s portent des discours qui remettent en avant la société traditionnelle où la femme et l'homme suivent un modèle hétéronormé. Le système hétéronormatif est un système binaire qui n'accepte pas tout ce qui sort de cette binarité. Chez les hommes, il condamnera les traits féminins, et inversement pour les femmes qui ne doivent pas avoir de traits, rôles ou comportements associés aux hommes³¹. C'est donc un modèle patriarcal qui est porté et mis en avant, avec des valeurs traditionnelles qui relèguent la femme au second plan.

²⁹ Les scandaleuses. (2020, 29 janvier). France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/lsd-la-serie-documentaire/les-scandaleuses-3053617>

³⁰ Propos repris de l'entretien réalisé avec Amandine Clavaud, directrice de l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes de la Fondation Jean Jaurès, le 26 janvier 2023

³¹ Mercader, P. & Carbonne, N. (2014). Identités hétéronormées à l'école : catégorisations contraintes et jeux interstitiels. Nouvelle revue de psychosociologie, 17, 135-150. <https://doi.org/10.3917/nrp.017.0135>

Selon Marta Rawłuszko, sociologue et membre du Fonds féministe³², les femmes polonaises ont baigné dans un contexte de honte entourant ces questions et font également face à l'ostracisme de la part de leur communauté lorsqu'elles s'intéressent à leurs droits³³. Elle évoque notamment le cas des plus petites communautés où « l'identité féministe locale peut être considérée, en raison des régimes patriarcaux locaux, comme une sorte de tare.³⁴ » Chaque action de résistance au système patriarcal est alors pointée du doigt. Cependant, les choses changent aujourd'hui grâce au mouvement de lutte pour le droit à l'avortement. En effet, il y a, selon Amandine Clavaud, une dissonance de plus en plus prononcée entre les décisions gouvernementales et l'opinion publique en Pologne, à la suite de ce mouvement. Tout d'abord, selon un sondage Ipsos réalisé en octobre 2022, « 70 % des personnes interrogées se déclaraient plutôt ou tout à fait en faveur d'une légalisation de l'avortement jusqu'à douze semaines de grossesse, soit 17 % de plus qu'en février 2019³⁵ ». C'est donc aujourd'hui la majorité de la société qui souhaite changer la loi contre l'IVG. Cette différence s'observe d'autant plus chez les jeunes, souligne Amandine Clavaud, passant de 48 % à 79 %. Les jeunes se détournent d'ailleurs de plus en plus de l'Église et des valeurs religieuses mises en avant par le gouvernement. En l'espace de trente ans, le nombre de jeunes se déclarant non pratiquant·e a augmenté de 32 %³⁶.

Le phénomène va donc au-delà d'une remise en question des lois et du gouvernement, car ce mouvement résiste à un système patriarcal mis en place à toutes les échelles de la communauté, jusqu'à l'éducation et la famille. Le mouvement pour l'accès à l'avortement, mais aussi contre cette image de la femme, prend alors une grande ampleur dans tout le pays et les Polonais·e-s descendent massivement dans la rue en 2020 pour protester, arborant le symbole de l'éclair rouge. Cependant, le mouvement va aujourd'hui au-delà de ce que l'on appelait les « manifestations noires » et adopte d'autres modalités.

³² Fundusz Feministyczny : créé en Pologne en 2018, ce fonds soutient les mouvements féministes

³³ Contretemps. (2023, 25 janvier). Le féminisme polonais au seuil d'une révolution. <https://www.infolibertaire.net/le-feminisme-polonais-au-seuil-dune-revolution/>

³⁴ Voir note 31

³⁵ Bienvenu, H. (2023, 8 janvier). En Pologne, les ravages des restrictions d'accès à l'IVG. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/08/en-pologne-les-ravages-des-restrictions-d-acces-a-l-ivg_6157024_3210.html

³⁶ Bienvenu, H. (2023, 5 janvier). Les Polonais tournent de plus en plus le dos à l'Église catholique. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/05/les-polonais-tournent-de-plus-en-plus-le-dos-a-l-eglise-catholique_6156658_3210.html

Un des déclencheurs de ce changement de modalité et sans nul doute, pour Amandine Clavaud, l'épidémie de la Covid-19³⁷. On a constaté, durant la crise sanitaire, un nouveau backlash et une augmentation des violences domestiques. De plus, le confinement a favorisé, en Pologne, le discours sur les valeurs traditionnelles, destiné à restreindre les droits des femmes³⁸. Pour Amandine Clavaud : « Il y a eu une instrumentalisation des gouvernements conservateurs par rapport à la crise sanitaire, qui ont considéré que les IVG étaient des « interventions non essentielles. » »³⁹ De fait, le gouvernement polonais a profité de l'urgence de la pandémie pour restreindre davantage l'accès à l'avortement, et aux DSSR en général. Dans le même temps, les demandes d'informations sur la contraception et les pilules abortives ont explosé. Amandine Clavaud précise que les mobilisations dans la rue ont donc été contraintes de ralentir, mais le mouvement n'a pas cessé pour autant. Le deuxième déclencheur de ce changement est lié aux conséquences avérées de la loi aujourd'hui en place contre l'IVG. En effet, depuis l'entrée en vigueur de cette loi, les femmes se voient refuser l'accès à l'avortement par les médecin·e·s, même en cas de danger pour leur santé. Ceux-ci craignent souvent d'être associé·e·s aux pratiques abortives et certains ont pu refuser de traiter des femmes qui ne voulaient pas nécessairement avorter. Or, les femmes qui sont confrontées à ce refus font parfois face à des complications, mettant leur vie en danger, alors même que l'avortement serait ici autorisé. Ainsi, en novembre 2022, le député polonais et membre de l'opposition Robert Biedron rappelait qu'au moins six femmes étaient mortes de complications, secondé par Kamila Ferenec, avocate de la Fondation pour les femmes et le planning familial (FEDERA), qui rappelait que les chiffres étaient sûrement bien plus haut que les chiffres officiels.

En outre, il ne faut pas négliger l'aspect psychologique des conséquences de cette loi sur les femmes. En effet, les femmes enceintes savent aujourd'hui qu'elles ont plus de chances de mourir des suites d'une complication, et les femmes qui portent des fœtus présentant des malformations sont contraintes d'aller au terme de leur grossesse. Cela entraîne donc des dépressions et des situations d'isolement. L'essentiel du mouvement ne

³⁷ Clavaud, A. C. (s. d.). Droits des femmes : le grand recul ? À l'épreuve de la crise sanitaire en Europe. Fondation Jean-Jaurès éditions / éditions de l'Aube.

³⁸ Amnesty International. (2022, 12 décembre). Europe de l'Est et Asie centrale. Les crises et les « valeurs traditionnelles » accentuent le manque de protection contre les violences domestiques – Nouveau rapport. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/12/eastern-europe-and-central-asia-lack-of-protection-against-domestic-violence-exacerbated-by-crises-and-traditional-values-new-report/>

³⁹ Propos repris de l'entretien réalisé avec Amandine Clavaud, directrice de l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes de la Fondation Jean Jaurès, le 26 janvier 2023

se passe donc plus aujourd'hui dans les manifestations de rue, mais dans la partie clandestine du mouvement, qui a toujours existé, mais qui est aujourd'hui plus active que jamais. Les femmes font désormais appel à des réseaux d'avortement souterrains qui leur délivrent des pilules abortives, et qui dépassent bien souvent les frontières, comme nous le verrons. Finalement, ce mouvement s'est aussi étendu à toute la société⁴⁰, comme l'évoquent Marta Rawłuszko et Magdalena Grabowska, sociologues et membres du Fonds féministe. Elles mentionnent notamment que les femmes rurales ou des petites villes prennent également part à ce mouvement de défense des droits des femmes, en aménageant des espaces de discussion.

Comme mentionné auparavant, une des modalités de ce mouvement, qui a aujourd'hui dû se réinventer, est le fait qu'il traverse les frontières, et que, dans le même temps, il rend la question de l'avortement moins taboue dans la société. De fait, les Polonaises ont deux options lorsqu'il s'agit de l'avortement. Dans un premier temps, elles peuvent se procurer des pilules abortives grâce à un réseau de femmes en Pologne. Des activistes ont activement pris part à ces réseaux souterrains afin de procurer aux femmes un avortement sécurisé et qui suit les recommandations de l'OMS. Ces activistes, dont Justyna Wydrzynska, activiste et co-fondatrice d'Abortion Dream Team et Marta Lempart, leader de la grève des femmes, font aujourd'hui face à de graves poursuites judiciaires à la suite de leur action et risquent des peines de prison de plusieurs années pour « aide illégale à l'avortement⁴⁰ ». La deuxième option est de partir dans un pays qui autorise la pratique de l'IVG. C'est notamment le cas de pays limitrophes comme la République Tchèque ou l'Allemagne, où des réseaux s'organisent. On peut retenir par exemple les collectifs « Avortement en Europe : elles décident ! », « Aborcyjny Dream Team », ou encore « Avortement sans frontières » qui aident les femmes et essaient de visibiliser leur cause. De même, la Fondation polonaise pour les femmes et pour la planification familiale (FEDERA), a rassemblé des expert·e·s de santé afin d'aider les femmes à avorter pour des raisons qui ne sont plus valables aujourd'hui au regard de la loi, c'est-à-dire le viol ou encore la santé mentale⁴¹. Pour Kamila Ferenc, directrice adjointe de FEDERA, ce réseau de professionnel·le·s est le seul soutien sur lequel le mouvement peut s'appuyer. Ainsi, et selon Amandine Clavaud, c'est la société civile féministe polonaise et européenne, qui est très active, qui a été contrainte de prendre en charge cette question des DSSR. Le mouvement devient donc par nécessité un mouvement transfrontalier, alors même que la population à l'intérieur de la Pologne devient peu à peu favorable à la pratique de l'IVG.

⁴⁰ Senécal, P. P. (2023, 9 janvier). En Pologne, une activiste pro-choix sur le banc des accusés. Le Soir. <https://www.lesoir.be/487804/article/2023-01-09/en-pologne-une-activiste-pro-choix-sur-le-banc-des-accuses>

⁴¹ Voir note 33

Finalement, ce mouvement a aussi pris en compte la question plus récente des réfugié·e·s ukrainien·ne·s. En effet, la Pologne a accueilli de nombreuses personnes à la suite de la guerre contre la Russie, où les soldat·e·s russes utilisent les violences sexuelles comme une arme de guerre⁴². De nombreuses Ukrainiennes enceintes ont alors souhaité avoir accès à l'avortement. Cependant, la législation polonaise leur interdit ce droit, même en cas de viol. Ces femmes doivent donc s'appuyer sur ces réseaux informels. Ici encore, on observe une dissonance entre la société polonaise et le gouvernement sur d'autres aspects, tels que la position en faveur de l'Union européenne et l'accueil des réfugié·e·s. Si la Pologne a pour projet de se retirer de la Convention d'Istanbul et n'est pas en faveur de l'accueil des migrant·e·s, les Polonais·e·s sont elleux en accord avec les décisions de l'UE et se sentent concerné·e·s par le sort de leurs voisin·ne·s ukrainien·ne·s. Finalement, c'est le tabou et la honte liés à l'avortement que ce mouvement réussit à faire bouger.

On peut ainsi affirmer que le mouvement est en marche depuis longtemps et change de modalités pour aider les femmes, lutter pour leurs droits, tout en remettant en cause les lois, le gouvernement et les mentalités, notamment le patriarcat. On peut d'ailleurs déjà constater que ce mouvement a fait changer les idées au sein de la société polonaise concernant l'avortement.

B/ Des mouvements qui intègrent une approche intersectionnelle pour lutter contre les discriminations

« Ce combat pour l'accès à l'avortement que nous livrons en ce moment est un combat contre la suprématie blanche dans ce pays. » - Monica Raye Simpson (2022)

"We the People" sont les trois premiers mots de la Constitution des États-Unis. Le gouvernement fédéral des États-Unis est régi par les principes établis dans sa constitution dont la fonction est de protéger les droits des minorités et de servir le peuple. Les droits décrits ici doivent être appliqués dans leur intégralité aux cinquante États qui composent la nation, un exemple de ceux-ci était l'arrêt Roe versus Wade de 1973 qui protégeait et garantissait le droit de choisir d'avorter ou non jusqu'à la sixième semaine de grossesse. Selon Sarah Wald, avocate et professeure à la Harvard Kennedy School et conférencière sur le genre et la politique publique, certain·e·s estiment que, même s'il s'agissait d'une grande

⁴² Perle Guichenducq, "Les violences sexuelles en Ukraine, une arme de guerre utilisée par certain·e·s soldat·e·s russes", 08/01/2023, Institut du Genre en Géopolitique.

avancée, cette décision a été prise sans être passée complètement par le débat politique et public. Par conséquent, après le verdict, le mouvement pour le droit à l'avortement n'avait pas besoin d'être aussi actif pour promouvoir et sensibiliser la population par rapport aux DSSR alors que de l'autre côté, cela a encore plus motivé le mouvement contre l'avortement à agir. Ce mouvement s'est engagé dans une campagne longue mais implacable qui allait durer cinquante ans afin de faire changer la loi. Ils ont ainsi concentré leurs efforts au niveau local pour construire des soutiens et des alliés dans la communauté locale et dans la sphère politique.

En juin 2022, la Cour Suprême des États-Unis a pris la décision d'annuler l'arrêt *Roe v. Wade*, laissant aux gouverneur·e·s de chaque État la liberté de décider s'ils maintiendraient ou non ce droit fondamental. Cette décision a déclenché un mouvement social national et international. Des manifestations ont eu lieu dans tout le pays pour protester contre le backlash qui a caractérisé l'ère post-#MeToo aux États-Unis⁴³. De la Californie à la Floride, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues pendant plusieurs jours pour le droit à l'avortement sous les slogans « Nous ne retournerons pas en arrière », « Un pas en avant, deux pas en arrière » et bien qu'il s'agisse pour la plupart de manifestations pacifiques, il y a également eu des arrestations suite à des émeutes. Les répercussions de la décision de la Cour Suprême n'ont pas tardé à se faire sentir. Selon l'Institut Guttmacher en 2023, juste six mois après cette décision, 24 États ont interdit l'avortement ou sont susceptibles de le faire⁴⁴. Ainsi, il existe actuellement une situation d'inégalité des DSSR des femmes américaines. Cependant, la décision de la Cour Suprême a un impact encore plus profond sur le tissu social, puisqu'elle touche surtout les femmes les plus pauvres, qui sont majoritairement des femmes noires ou hispaniques.

D'après Carole Joffe, professeure émérite de sociologie de L'Université de Californie à Davis et professeure du Département d'Obstétrique, de Gynécologie et des Sciences de la Reproduction de l'Université de Californie à San Francisco, il y a toujours eu une inégalité d'accès à l'avortement, elle précise que « Aux États-Unis, 75 % des candidats pour l'avortement sont au niveau ou juste au-dessus du seuil de pauvreté »⁴⁵. Cela signifie que presque toutes les femmes qui avortent sont pauvres et que la plupart d'entre elles

⁴³Grenon, F. (2022, July 5). Cinq ans après #MeToo, les États-Unis en proie à "un profond backlash". RTS . Retrieved from <https://www.rts.ch/info/monde/13208704-cinq-ans-apres-metoo-les-etatsunis-en-proie-a-un-profond-backlash.html>

⁴⁴Nash, E. (2023, January 10) Six Months Post-Roe, 24 US States Have Banned Abortion or Are Likely to Do So: A Roundup. Guttmacher Institute. Retrieved from <https://www.guttmacher.org/2023/01/six-months-post-roe-24-us-states-have-banned-abortion-or-are-likely-do-so-roundup>

⁴⁵ Propos tirés de l'entretien avec Carol Joffe, professeur émérite de sociologie, le 25 janvier 2023

sont des femmes de couleur puisqu'elle note que « les femmes noires et métissées aux États-Unis ont des taux d'avortement trois fois plus élevés que les femmes caucasiennes »⁴⁶. Cependant, la problématique actuelle est que l'avortement est illégal dans la moitié des États. Par conséquent, les problèmes que rencontrent les patientes avant l'annulation de l'arrêt Roe sont encore plus nombreux et beaucoup plus sérieux aujourd'hui. En d'autres termes, cette décision est simplement une autre forme de discrimination contre les femmes les plus vulnérables. Selon les statistiques de 2021 de l'Institut Guttmacher, 28 % des femmes qui avortent sont noires, 25 % hispaniques et 9 % issues d'autres groupes ethniques, ajoutant que cela signifie que « la majorité des personnes qui avortent sont également confrontées à un racisme structurel exacerbé par chaque obstacle logistique⁴⁷ ».

Dans le cas particulier des femmes noires, elles rencontraient déjà des problèmes de financement ou d'accès à un avortement pour des raisons de racisme. Un article de 2020 de In Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda, un partenariat national-étatique visant à faire entendre la voix des femmes noires leadeuses aux niveaux national et régional pour garantir la justice reproductive pour toutes les femmes et les filles, exprime que les femmes à faible revenu sont plus susceptibles de recevoir des soins de santé financés par l'État, ce qui limite souvent la couverture des services d'avortement. Aussi, cette difficulté s'ajoute au problème du chômage comme conséquence du racisme, puisque « le taux de chômage des femmes noires est presque le double de celui des hommes blancs⁴⁸ ». Les femmes noires rencontrent alors des difficultés pour accéder à l'avortement, pour des raisons financières et des difficultés pour trouver un travail.

Maintenant, ces mêmes femmes doivent faire face à des situations encore plus discriminatoires : puisque beaucoup plus de dépenses seront augmentées. Selon un article de 2023 du l'Institut Guttmacher, les femmes qui vivent dans des États où l'avortement a été interdit devront payer pour des voyages dans les États où il est encore légal. Aussi, elles devront demander des congés pour plusieurs jours, sans oublier les frais de nourriture pendant le voyage et l'hébergement. Les statistiques montrent également que les femmes qui avortent ont au moins un enfant et doivent donc chercher quelqu'un pour s'occuper de

⁴⁶ Propos tirés de l'entretien avec Carol Joffe, professeur émérite de sociologie, le 25 janvier 2023

⁴⁷Nash, E. (2021, November 22) Resources for Journalists: 15 Points to Consider When Covering Abortion, the Supreme Court and a Potential "Post-Roe World". Guttmacher Institute. Retrieved from <https://www.guttmacher.org/article/2021/11/resources-journalists-15-points-consider-when-covering-abortion-supreme-court-and>

⁴⁸ Howell, M. (2020). Ensuring Access to Safe Abortion Care for Black Women. in Our Own Voice:National Black Women's Reproductive Justice Agenda. Retrieved from. http://blackrj.org/wp-content/uploads/2020/04/6217-IOOV_Abortion.pdf

leurs enfants⁴⁹. Comme l'évoque en 2020 In Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda, « Il s'agit d'une division raciale et économique » : d'un côté les blancs riches, qui peuvent se permettre les dépenses de l'avortement mais qui ont moins de besoin et de l'autre côté les personnes de couleur et à faible revenu, qui n'ont pas les moyens pour payer ces dépenses mais représentent la moitié des patient·e·s et sont les plus susceptibles d'avoir besoin d'un avortement⁵⁰. Autrement dit, le système même est inéquitable et discriminatoire.

Les conséquences ne sont pas seulement économiques mais touchent aussi la santé publique. Des études de 2022 de l'Université du Colorado à Boulder ont révélé que le refus des avortements pourrait signifier une augmentation de 24 % des décès maternels et dans le cas des femmes noires, ce serait encore plus élevé à hauteur de 39%⁵¹. Pour citer une autre discrimination, dans le cas des femmes sans-papiers, le problème est qu'une pièce d'identité doit être présentée aux États qui imposent des mesures restrictives pour pratiquer des avortements sur des mineur·e·s. L'accès à cette procédure pourrait être un obstacle pour celles qui n'ont pas leurs papiers en règle⁵². Monica Raye Simpson, directrice exécutive du groupe de justice reproductive SisterSong, mentionne que la lutte des femmes noires et hispaniques pour le droit à l'avortement est « un combat contre la suprématie blanche »⁵³. Par conséquent, cela montre que les discriminations ne sont pas exclusives à la population noire mais aussi aux migrant·e·s, une population très significative aux États-Unis.

⁴⁹Guttmacher Institute. (2023, January 25). Abortion Out of Reach: The Exacerbation of Wealth Disparities After Dobbs v. Jackson Women's Health Organization. Guttmacher Institute. Retrieved from <https://www.guttmacher.org/article/2023/01/abortion-out-reach-exacerbation-wealth-disparities-after-dobbs-v-jackson-womens>

⁵⁰Howell, M. (2020). Ensuring Access to Safe Abortion Care for Black Women. in Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda. Retrieved from. http://blackrj.org/wp-content/uploads/2020/04/6217-IOOV_Abortion.pdf

⁵¹ Buchanan, MJ (2022, 2 novembre). Abortion Bans Will Result in More Women Dying. Center for American Progress. Retrieved from. <https://www.americanprogress.org/article/abortion-bans-will-result-in-more-women-dying/>

⁵² Joffe, C., & Hockstein, E. (2018, 6 février). Opinion | Volunteers Are The Unsung Heroes Of Abortion Care. HuffPost. Retrieved from. https://www.huffpost.com/entry/opinion-joffe-cohen-abortion_n_5a7874e8e4b0905433b6c68c

⁵³Alfonseca, K. (2022, 24 juin). Why abortion restrictions disproportionately impact people of color. ABC News. Retrieved from. <https://abcnews.go.com/Health/abortion-restrictions-disproportionately-impact-people-color/story?id=84467809>

Le mouvement social qui a débuté en 2022 contre la décision de la Cour Suprême compte parmi ses manifestant·e·s, des femmes représentantes de toutes les ethnies et largement des femmes appartenant à ces communautés discriminées. Elles jouent un rôle fondamental dans la lutte contre cette problématique et pour la Justice Reproductive, un concept développé pour la première fois par un groupe de femmes noires en 1994⁵⁴. Selon *In Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda*, la Justice Reproductive est définie comme « Le droit humain de contrôler notre corps, notre sexualité, notre genre, notre travail et notre reproduction. »⁵⁵ Cependant, il n'est pas possible d'accéder à ce droit si les femmes ne peuvent pas se développer de manière libre dans toutes les sphères de leurs vies, comme la sphère économique, sociale et politique. À cet effet, le mouvement social pour la justice reproductive est de nature intersectionnelle. Des associations comme SisterSong, le plus grand mouvement multiethnique de justice reproductive des États-Unis⁵⁶ et *In Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda* dénoncent la discrimination dont sont victimes ces minorités, pour créer un réseau de soutien et des partenariats avec d'autres organisations afin que les politiques garantissent la justice reproductive.

Sarah Wald a observé qu'une grande partie de ce mouvement social est menée au niveau local et étatique car peu de choses peuvent être faites au niveau fédéral pour le moment. Elle expose les exemples dans lesquels ce mouvement a changé la politique, la mentalité dans la société et a affecté les revendications de l'opposition. Par exemple, au Kansas, un État conservateur, il y a eu un référendum pour interdire l'avortement dans la constitution de l'état. Les manifestant·e·s pro-avortement ont organisé une grande campagne locale en parlant avec leurs voisin·ne·s pour faire échouer ce référendum qui a en effet été défait par la suite. Le même évènement est arrivé au Vermont où les manifestant·e·s pro-avortement ont organisé des rassemblements dans la rue pour adopter une protection constitutionnelle de l'État pour l'avortement. Le mouvement n'est pas passif, il lutte pour le moment de manière locale pour bouleverser la loi et que toutes les femmes dans le pays aient l'accès aux DSSR. Mais il faut savoir que ce mouvement va prendre du temps pour se construire. Cependant, le mouvement ne s'arrête pas et des résultats sont visibles.

⁵⁴ SisterSong. (s.d.).Justice reproductive. SisterSong. Extrait le 4 février 2023 de <https://www.sistersong.net/reproductive-justice>

⁵⁵*In Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda*. (2020, November 9) HERStory – In Our Own Voice. In *In Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda* Retrieved from <https://blackrj.org/about-us/herstory/>

⁵⁶SisterSong. (s.d.).Justice reproductive. SisterSong. Extrait le 4 février 2023 de <https://www.sistersong.net/reproductive-justice>

D'autre part, Carole Joffe nous a mentionné que les bénévoles qui croient en ce mouvement sont les acteur·rice·s cruciales·aux au milieu de cette situation. Ce sont elleux qui emmènent gratuitement les patient·e·s dans leur voiture vers les centres médicaux, qui leur permettent de rester à leur maison dans une autre ville, elleux qui paient pour la garde des enfants. Par ailleurs, ce sont les agent·e·s de santé bénévoles qui aident les femmes à entrer dans les cliniques d'avortement pour leur éviter d'être agressées par des citoyen·ne·s anti-avortement. Ce sont en particulier le cas des femmes noires puisque, comme Carole Joffe le mentionne, ce harcèlement a une composante raciale. En effet, des manifestant·e·s blanc·he·s attaquent des patientes afro-américaines à la sortie des cliniques d'avortement en disant qu'« elles pourraient tuer le prochain Barack Obama » ou que « la vie des bébés noirs compte »⁵⁷. C'est la raison pour laquelle les bénévoles sont une partie essentielle pour la protection de ces femmes discriminées. Cependant, l'aide bénévole pour lutter contre les discriminations au sein du mouvement pose un autre problème. En ce sens, la pénalisation de l'avortement questionne la légalité de l'aide de ces bénévoles : est-ce un délit d'amener une femme à une clinique d'avortement ?

D'autres acteur·ice·s actif·ve·s du mouvement sont des organisations comme Planned Parenthood, une organisation à but non lucratif qui fournit des soins de santé sexuelle aux États-Unis et qui en 2022 a estimé que « la loi nouvellement promulguée viole les libertés civiles garanties dans la constitution de l'État, y compris le droit de déterminer la composition de la famille⁵⁸ ». Ils ont aussi exprimé leur désaccord envers la décision depuis le début et ont expliqué comment cela affecte les communautés les plus vulnérables. De la même manière, l'organisation continue à maintenir ses services à tout·e·s celles qui se rendent dans les villes où l'avortement est légal. Carole Joffe commente que Planned Parenthood a changé au fil des années et que désormais l'organisation travaille sous le slogan de la justice reproductive, ce qui reflète la volonté de l'association de traiter les sujets de politique reproductive en adoptant une approche intersectionnelle.

De plus, à l'instar des associations s'ajoutent un mouvement pour lutter contre les discriminations et pour aider tout·e·s ceux qui en ont besoin. The National Network of Abortions Funds, une organisation nationale de justice sociale pour l'accès à l'avortement

⁵⁷ Joffe, C., & Hockstein, E. (2018, 6 février). Opinion | Volunteers Are The Unsung Heroes Of Abortion Care. HuffPost. https://www.huffpost.com/entry/opinion-joffe-cohen-abortion_n_5a7874e8e4b0905433b6c68c

⁵⁸ McCleary, K., & Yan, H. (2022, 27 juin). Convocan a protestas en varias ciudades tras el fallo que anuló el aborto. CNN en Español. <https://cnnespanol.cnn.com/2022/06/27/protestas-estados-unidos-corte-suprema-anula-derecho-aborto-trax/>

pour les personnes à faible revenu aux États-Unis, compte aussi comme un acteur vital sur le plan politique. Cette organisation relie les soins de santé reproductive à tous les aspects de la vie d'une femme, tout ce qui permet aux femmes de construire une vie digne, comme l'emploi, l'éducation, la sécurité alimentaire, logement, l'éducation de ses enfants. La justice reproductive protège le droit de choisir, et par extension l'avortement également mais aussi ceux qui veulent avoir des enfants et souhaitent les élever dans de bonnes conditions⁵⁹. D'un autre côté, All Above All, un catalyseur pour la justice en matière d'avortement et National Partnership for Women & Families, une organisation nationale à but non lucratif et non partisane qui s'efforce de changer les politiques et la culture, ont rejoint le mouvement social depuis la révocation de l'arrêt en 2022. Leur objectif est de s'assurer qu'aucune femme ne se voit refuser le droit de disposer de leur corps.

Enfin, ce mouvement social a eu un certain nombre de répercussions en politique. En novembre 2022, les élections midterms⁶⁰ ont eu lieu et on a observé un changement dans la tendance des votes. Sarah Wald explique que presque 70 % de la population était en faveur de l'avortement en quelque sorte ⁶¹ et Carole Joffe ajoute que le renversement de Roe v. Wade a mobilisé les électeurs démocrates, en particulier les femmes et cela a vraiment affecté les résultats du parti républicain⁶². Elle explique que normalement, après les élections présidentielles, lors des prochains midterms, le parti au pouvoir perd beaucoup de sièges et cette fois, malgré la réputation impopulaire de Joe Biden, les républicains ont eu des grandes victoires. Dans l'opinion générale, il y a un consensus sur le fait que c'était dû à l'avortement : les gens ont voté pour le parti qui représente un progrès pour les DSSR. Par ailleurs, le droit à l'avortement a évolué dans des États où il avait été pénalisé comme le Kentucky et bien qu'il soit toujours illégal (à l'exception de quelques cas) ces résultats pourraient créer un précédent pour l'avenir⁶³.

⁵⁹ Joffe, C., & Hockstein, E. (2018, 6 février). Opinion | Volunteers Are The Unsung Heroes Of Abortion Care. HuffPost. Retrieved from. https://www.huffpost.com/entry/opinion-joffe-cohen-abortion_n_5a7874e8e4b0905433b6c68c

⁶⁰ mi-mandat

⁶¹ Propos tirés de l'entretien avec Sarah Wald, avocate et maître de conférence à Harvard sur le genre et la politique, le 19 janvier 2023

⁶² Propos tirés de l'entretien avec Carol Joffe, professeur émérite de sociologie, le 25 janvier 2023

⁶³Nash, E. (2022, November 9) In the US Midterm Elections, Resounding Victories for Abortion on State Ballot Measures. Guttmacher Institute. Retrieved from <https://www.guttmacher.org/2022/11/us-midterm-elections-resounding-victories-abortion-state-ballot-measures>

Ainsi, le chemin que doit suivre le mouvement ne fait que commencer mais promet des changements. Tout comme le mouvement anti-avortement a commencé localement sa campagne, le mouvement pro-avortement se mobilise, il exprime son désaccord avec ces votes et se mobilise aux côtés de ces organisations qui luttent également pour la justice reproductive. Le mouvement s'apprête à avoir de plus en plus de représentation des femmes de toutes les ethnies. Le pays est divisé mais ce recul des droits des femmes a donné une impulsion pour continuer à lutter pour que le droit à l'avortement soit à nouveau garanti et qu'aucune femme ne subisse de discrimination en raison de son appartenance ethnique.

III. Des contestations révolutionnaires face à des systèmes politiques et religieux

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » - Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe* (1949)

Les femmes en Iran et en Afghanistan sont confrontées à des défis semblables en matière de discrimination, de violence liée au genre et de manque de représentation politique et économique renforcés par des régimes islamistes autoritaires dans leurs pays. Ces systèmes politiques sont fondés sur des valeurs qui ont des conséquences directes sur les droits des femmes. Ces femmes jouent un rôle crucial en se battant pour leurs droits ainsi que ceux de leur communauté. Les slogans « pain, vie, liberté » lors des manifestations dans la ville de Kaboul en Afghanistan et « femmes, vie, liberté » en Iran témoignent d'un consensus sur la critique des régimes en place. Ces revendications dépassent les contestations sur les restrictions imposées aux femmes et reflètent une remise en cause du système religieux et politique du régime en place.

On assiste également à une solidarité entre les deux peuples au-delà des frontières, avec des résonances en matière de revendications exprimées par des slogans devant l'ambassade de l'Iran à Kaboul à la fin du mois de septembre dernier : « Non à la dictature de Kaboul à l'Iran » ; « L'Iran s'est soulevé, c'est notre tour »⁶⁴.

⁶⁴ Libération. (2022, 29 septembre). A Kaboul, des femmes manifestent en soutien aux Iraniennes. Libération. https://www.liberation.fr/international/a-kaboul-des-femmes-manifestent-en-soutien-aux-iraniennes-20220929_EXF2UX24Q5DKJLZKQHZJUTB424/

A/ Une nouvelle génération en Iran mobilisée collectivement pour les droits des femmes face à l'instrumentalisation de la religion par le gouvernement

« Les femmes se battent contre 3 systèmes : capitaliste, gouvernement religieux et patriarcal » - Javan Dorna (2023)

Le meurtre de Mahsa Amini par la police des mœurs, jeune Iranienne de 22 ans qui se trouvait à Téhéran en vacances, a été l'élément déclencheur des mobilisations de la jeunesse en Iran. Mais il faut savoir que les manifestations actuelles en Iran s'inscrivent plus largement dans une longue histoire de luttes féministes et de mouvements sociaux iraniens. Carole Mann, fondatrice de l'association Femaïd qui travaille avec des femmes en Afghanistan rural, le souligne bien en disant qu'« en Iran on peut parler de mouvement. Ce n'est pas le premier mouvement, il y en a eu plusieurs, la Révolution Verte, il y a plein de mouvements et il y a une continuité »⁶⁵. En effet, des actions de protestation contre le voile sont apparues dès le XIX^{ème} siècle. On peut par exemple citer l'acte d'Homa Darabi en 1994, professeure d'université, psychiatre et militante politique, qui a enlevé son hijab et s'est immolée sur l'une des places les plus célèbres de Téhéran. Ces premiers actes révolutionnaires de femmes mais aussi d'intellectuel·le·s, d'universitaires, de journalistes et d'avocat·e·s suivent l'obligation du hijab à partir de 1983 et la création de la Police des mœurs en 2005. Ces deux mesures ont initié une répression politique et inégalitaire sans précédent par le régime clérical sanctionnant les femmes de droits fondamentaux : droit de choisir leurs propres vêtements, droit égal au divorce, droit de voyager à l'étranger, droit d'entrer dans un stade de football, etc.

À partir de 2017, on assiste à un changement de paradigme dans ces mobilisations iraniennes. En effet, selon Azadeh Kian, professeure de sociologie à l'Université Paris-Cité et directrice du CEDREF⁶⁶, on assiste désormais à « une révolution en devenir »⁶⁷. Ce mouvement a un caractère révolutionnaire puisqu'il cristallise une colère grandissante et la volonté des citoyen·ne·s d'un changement radical du régime iranien. Cette radicalité du mouvement se révèle par l'utilisation des slogans utilisés il y a peu lors d'une manifestation nocturne, dans la soirée du 30 janvier, par des jeunes : « à bas Khamenei », « à bas le

⁶⁵ Propos repris de l'entretien réalisé avec Carole Mann, historienne de l'art et sociologue, le 28 janvier 2023

⁶⁶ Centre d'enseignement, de documentation et de recherches pour les études féministes

⁶⁷ Deleurence, G. (2022, 11 décembre). « L'Iran, une révolution en devenir » . POLITIS. <https://www.politis.fr/articles/2022/11/face-a-azadeh-kian/>

dictateur », « à bas l'opresseur, qu'il soit chah ou mollah ». La jeune génération s'en prend directement aux représentants du gouvernement, le guide suprême. Désormais, iels sont décidé-e-s à ne pas se laisser dicter par des lois répressives telles que la censure des médias, le port du voile obligatoire, l'interdiction aux structures de l'État de fournir gratuitement des moyens de contraception sans ordonnance, l'utilisation de la peine de mort comme moyen de répression.

Par ailleurs, il est important de souligner qu'on passe d'une mobilisation individuelle à collective, de masse, structurée et portée par la nouvelle génération qui n'accepte plus le régime en place. Les contestations sont d'abord des actes individuels (non-port du voile dans un espace public par exemple) pour constituer par la suite des actes collectifs (manifestations, boycotts), éléments importants de la révolution. Cette génération Z entend remettre en cause le régime des Mollahs et réclame la fin de la République islamique qui impose sa dictature à travers des lois répressives. En outre, les revendications des mobilisations actuelles en Iran vont au-delà de la question du port du hijab, qui était une revendication majeure des mouvements plus anciens. Désormais, les revendications sont multiples : lutte contre les violences sexuelles, volonté d'égalité femmes-hommes, respect des différentes ethnies. Jonathan Piron, chercheur au sein d'Etioopia et spécialiste de l'Iran, va jusqu'à définir cette diversité des luttes comme un « syncrétisme »⁶⁸.

D'une part, la spécificité de ce mouvement réside tout particulièrement dans l'utilisation des réseaux sociaux. Avant toute chose, il faut savoir que la population iranienne est ultra-connectée puisqu'en janvier 2022, 71,92 millions d'habitants utilisent Internet soit 84 % de la population⁶⁹. Cette utilisation des réseaux sociaux comme un outil de dénonciation du régime n'est pas nouvelle. On peut notamment rappeler le mouvement *My camera is my weapon* (ma caméra est mon arme) lancé en avril 2018 par Masih Alinejad. Pour la sociologue et politologue Mahnaz Shirali, « les réseaux sociaux jouent bien plus qu'un rôle de documentation dans ce soulèvement : ils en sont le point de départ et l'élément structurant »⁷⁰. Puis, ils sont un moyen de contourner les autres médias censurés par le régime. Cet outil permet aux femmes de dénoncer le système religieux et politique

⁶⁸ De Sèze, C. (2022, 6 décembre). *Manifestations en Iran : « Les revendications vont bien au-delà du port du voile »*. [www.20minutes.fr](https://www.20minutes.fr/monde/4013610-20221206-manifestations-iran-revendications-vont-bien-dela-port-voile). <https://www.20minutes.fr/monde/4013610-20221206-manifestations-iran-revendications-vont-bien-dela-port-voile>

⁶⁹ Kemp, S. (2022, 16 février). Digital 2022 : Iran. DataReportal – Global Digital Insights. <https://datareportal.com/reports/digital-2022-iran>

⁷⁰ Protais, M. (2022, 13 décembre). *Comment la révolution iranienne est née sur les réseaux sociaux*. L'ADN. <https://www.ladn.eu/media-mutants/revolte-iranienne-twitter-et-clubhouse-ont-permis-datteindre-une-sagesse-collective/>

qui bafoue leurs droits fondamentaux et de militer pour une transformation de la société. Selon Mehran Kamrava et Manooche Dorraj, Internet devient un moyen de communication qui « capture les contradictions, les paradoxes et le dynamisme de la société iranienne mieux que tout autre phénomène de l'Iran actuel »⁷¹. Par exemple, sur la plateforme Clubhouse, les Iraniens se retrouvent dans différentes salles afin de réfléchir ensemble, de se conseiller. Ainsi, les réseaux sociaux ont permis de donner à eux seuls un dynamisme au mouvement et une ampleur sans précédent aux contestations sociales.

Par ailleurs, il convient de souligner l'implication d'acteur·rice·s multiples dans ce mouvement. Tout d'abord, toutes les classes sociales ont participé à ce mouvement iranien contre le régime politique et religieux répressif. Jonathan Piron en témoigne en disant que « cette colère traverse toutes les classes sociales, c'est inédit »⁷². En effet, les contestations se sont répandues dans plus de 150 villes jusqu'à Qom, au sud-ouest de Téhéran. Farid Vahid, directeur de l'observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean Jaurès souligne que « la crise politique s'étend à toutes les villes du pays, du nord au sud, et s'oppose à un système dans son ensemble. Ce sont tous les quartiers, toutes les classes sociales qui se mobilisent »⁷³. Dans les mouvements sociaux de 2020 à Téhéran ou de 2021 dans le sud du pays, on pouvait constater que le régime essayait de favoriser une classe sociale par rapport à une autre pour éteindre les contestations. Or dans le mouvement actuel, on assiste à un rapprochement entre la classe moyenne et la classe précaire pour lutter contre des lois répressives qui discriminent l'ensemble de la société et non pas que la partie plus pauvre. Alors que la classe moyenne au temps de l'Iran du Shah était prospère et pouvait accéder à un confort indéniable, aujourd'hui cette classe moyenne est écrasée et en voie d'appauvrissement économique. Cet appauvrissement peut être expliqué par la multiplicité des embargos économiques des États-Unis imposés à l'Iran à partir de 1979 et à l'inflation du prix de l'essence. Ces sanctions économiques ont pesé sur l'économie iranienne et en conséquence ont appauvri les plus précaires, les premiers touchés. Dans le même temps, la classe dite moyenne a vu son niveau de vie se dégrader. C'est pourquoi, la remise en cause du régime concerne toutes les classes sociales. Ces facteurs ont contribué à l'accroissement des tensions internes du pays et à cristalliser des

⁷¹ KAMRAVA Mehran and DORRAJ Manoochehr, *Iran Today : An encyclopedia of life in the Islamic Republic*, Greenwood Press, 2008, p. 245

⁷² Caron, P. (2022, 22 septembre). *Manifestations en Iran : « La colère traverse les classes sociales, c'est inédit »*, estime l'historien Jonathan. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/iran/manifestations-en-iran-la-colere-traverse-les-classes-sociales-c-est-inedit-estime-l-historien-jonathan-piron_5373382.html

⁷³ Daussy Laure. (2022, 28 septembre). <https://charliehebdo.fr/2022/09/international/iran-les-femmes-disent-merde-aux-mollahs/>

revendications politiques, sociales, économiques, affaiblissant le pouvoir en place et créant « une crise de légitimité du pouvoir »⁷⁴.

En outre, les femmes ne sont pas les seules à manifester. Le mouvement féministe en Iran fait partie d'un mouvement de contestations sociales et économiques plus global porté par les hommes et les femmes, en particulier les jeunes de 15 à 25 ans. Farhad Khosrokhavar souligne dans un de ses articles que « les hommes et les femmes sont dans un rapport de coopération contre un ennemi commun qui est l'État théocratique, c'est à dire un État qui veut détruire la société au nom de principes islamiques de plus en plus rigides »⁷⁵. Cette solidarité femmes-hommes se cristallise notamment au sein de l'espace universitaire qui selon Farhad Khosrokhavar est le « foyer principal de la révolte contre le régime »⁷⁶. Aujourd'hui, l'Iran compte plus de 3 millions d'universitaires dont la moitié de femmes ; ce qui représente une masse importante pour le mouvement iranien actuel et sa construction. Les étudiant·e·s se retrouvent, organisent des sit-in, refusent d'aller en cours et lancent des slogans contre le régime islamique. On peut citer la grande mobilisation étudiante du 1er octobre 2022 qui a rassemblé 200 étudiant·e·s iranien·ne·s à l'université de technologie de Sharif, la plus importante université scientifique d'Iran.

Ainsi, le mouvement iranien est inédit et révolutionnaire à la fois par ses modalités, les acteur·rice·s qui le composent et son ampleur rendue possible par l'utilisation des réseaux sociaux. Ces contestations participent à un rejet de l'ensemble du régime par la société iranienne et cherchent à délégitimer celui-ci ainsi que ces lois et symboles religieux. Celles-ci sont fortement contestées par le régime en place puisque selon le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, on dénombre plus de 300 personnes mortes en novembre 2022⁷⁷. Pourtant, cette répression ne semble pas faire reculer les citoyen·ne·s en

⁷⁴ Chowra Makaremi, anthropologue. Jannic-Cherbonnel, F. (2022, 2 octobre). GRAND ENTRETIEN. Manifestations en Iran : "Nous sommes face à une situation avec un énorme potentiel révolutionnaire. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/iran/grand-entretien-manifestations-en-iran-nous-sommes-face-a-une-situation-avec-un-enorme-potentiel-revolutionnaire_5388058.html

⁷⁵ Antonio, A. (2022, 15 novembre). *Iran : les symboles d'une révolte, une conversation avec Farhad Khosrokhavar*. Le Grand Continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/15/iran-les-symboles-dune-revolte-une-conversation-avec-farhad-khosrokhavar/>

⁷⁶ Antonio, A. (2022, 15 novembre). *Iran : les symboles d'une révolte, une conversation avec Farhad Khosrokhavar*. Le Grand Continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/15/iran-les-symboles-dune-revolte-une-conversation-avec-farhad-khosrokhavar/>

⁷⁷ OHCHR. (s. d.). Selon une estimation prudente, le nombre de morts s'élève à ce jour à plus de 300, dont au moins 40 enfants, indique M. Türk à l'ouverture de la session extraordinaire que le Conseil consacre à la situation en Iran. <https://www.ohchr.org/fr/news/2022/11/high-commissioner-human-rights-councils-special-session-iran-must-stop-violence>

Iran puisqu'une centaine de jours après la mort de Mahsa Amini, élément déclencheur du mouvement, les manifestations ne cessent de s'intensifier et ne s'essouffent pas.

B/ Des actions de résistance en réponse à un système répressif en Afghanistan qui mobilise l'ensemble de la société pour défendre la place des femmes

« Quand on parle du mouvement des femmes, on a globalement tendance à croire que les choses progressent. Ce qui s'est passé en Afghanistan est une leçon pour le monde : partout sur la planète, les avancées en matière de droits des femmes sont fragiles. Nous avons tout perdu en une nuit. »⁷⁸ - Maryam Rayed, ancienne directrice adjointe du service des Affaires étrangères et des Droits de l'homme du ministère d'État pour la Paix en Afghanistan. (2022)

Cette citation fait référence à la prise du pouvoir par les Talibans en 2021. À partir de cette date, les femmes n'ont cessé d'être privées de nombreux droits fondamentaux tels que l'éducation, la participation au marché du travail et l'accès aux soins de santé à travers l'introduction de discrimination dans presque tous les domaines de leur vie⁷⁹. Par ailleurs, elles sont soumises à des discriminations systémiques et à une répression accrue, ce qui a contraint de nombreuses organisations de défense des droits des femmes et de la société civile dirigées par des femmes à fermer. Les Talibans interdisent également aux femmes de sortir dans l'espace public sans être accompagnées d'un homme et depuis mai 2022, les autorités exigent que toutes les femmes portent la burqa qui couvre entièrement le visage⁸⁰.

Dans la société afghane, l'ultra patriarcat et les structures tribales sont fortement enracinés et l'honneur fait partie intégrante des normes et des valeurs sociales, engendrant une vision restrictive des droits des femmes. L'Afghanistan est caractérisé par une société pluriethnique et une division en 34 provinces, avec une majorité de la population vivant

⁷⁸ Pas de paix sans les femmes : des activistes afghanes nous expliquent pourquoi la représentation des femmes importe. (2022, 2 novembre). ONU Femmes. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/reportage/2022/11/pas-de-paix-sans-les-femmes-des-activistes-afghanes-nous-expliquent-pourquoi-la-representation-des-femmes-importe>

⁷⁹ AmnestyFrance. (2022a, 27 juillet). Comment les talibans s'attaquent aux droits des femmes en Afghanistan. Amnesty France. <https://www.amnesty.fr/discriminations/actualites/comment-les-talibans-sattaquent-aux-droits-des-femmes-en-afghanistan>

⁸⁰ UN Women. (2022a). Women's rights in Afghanistan one year after the Taliban take-over. Gender Alert No.2. https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-08/Gender-alert-2-Womens-rights-in-Afghanistan-one-year-after-the-Taliban-take-over-en_0.pdf

dans les zones rurales. L'Afghanistan fait face à l'une des pires crises humanitaires du monde avec environ 55 % de sa population totale, soit 24,4 millions de personnes, qui ont besoin d'une aide humanitaire. La moitié de la population souffre d'une insécurité alimentaire aiguë et 95 % des ménages n'ont pas assez à manger⁸¹. L'Afghanistan a connu trois décennies entre invasions, guerre civile et conflits internes qui ont gravement affecté le pays en entraînant des niveaux élevés de violence, de destruction et de mortalité mais aussi un nombre important de déplacements de la population. Cette situation, combinée à une grande sécheresse et par le plus froid hiver des quinze dernières années et des températures pouvant descendre jusqu'à -29 °C exacerbe d'autant plus la vulnérabilité du pays et de ses habitants.

Carol Mann, historienne de l'art et sociologue, spécialisée dans la problématique du genre et du conflit armé et fondatrice de l'association Femaïd qui travaille avec des femmes en Afghanistan rural, s'exprime sur le fait que les divergences entre les régions rurales et urbaines compliquent la mobilisation de la population en Afghanistan.⁸² Les femmes qui élèvent leur voix sont principalement des femmes de classe moyenne instruites des villes qui disposent de moyens et de capital culturel. À l'inverse, les femmes et les populations des zones rurales se concentrent sur la survie au jour le jour au vu de la crise humanitaire actuelle. Ce contexte difficile rend la formation d'un mouvement unifié compliqué. Les actions pacifiques sont souvent isolées et peu organisées en raison de nombreuses difficultés techniques et les rassemblements ne comptent que des centaines de personnes au maximum. C'est pour ces raisons que l'on parle davantage de mouvements majoritairement citadins et éduqués et de résistance que d'un mouvement social structuré en Afghanistan.

Les mouvements s'expriment d'une part à travers des manifestations dans les plus grandes villes, notamment à Kaboul, et sont presque exclusivement constitués de femmes. Ces dernières revendiquent principalement la reconnaissance de leur droit à l'éducation et

⁸¹ Gender in Humanitarian Action Working Group Afghanistan. 2022. Research on Challenges, Barriers and Opportunities for Women led CSOs in the Afghanistan's Humanitarian Crisis. [Groupe de travail sur le genre dans l'action humanitaire Afghanistan. 2022. Recherche sur les défis, les obstacles et les opportunités pour les OSC dirigées par des femmes dans la crise humanitaire en Afghanistan.] <https://reliefweb.int/report/afghanistan/research-challenges-barriers-and-opportunities-women-led-csos-afghanistans-humanitarian-crisis>

⁸² Propos tirés de l'entretien avec Carol Mann, historienne de l'art et sociologue, le 28 janvier 2023

plaident pour l'ouverture des écoles pour les jeunes filles⁸³. Jusqu'à maintenant, l'éducation des femmes est l'un des principaux domaines visés par les Talibans depuis leur prise de pouvoir⁸⁴ et l'Afghanistan est aujourd'hui le seul pays au monde à interdire l'accès à l'éducation aux filles et aux femmes⁸⁵. En effet, depuis septembre 2021, les jeunes filles sont privées d'éducation secondaire et depuis le 20 décembre 2022, les femmes sont interdites dans l'enseignement supérieur.

D'autres revendications qui portent également sur les droits fondamentaux des femmes ont été visibles lors de manifestations pacifiques. Parallèlement et face à une série de restrictions qui visent à soumettre les femmes à une conception intégriste de l'islam, une centaine de femmes ont marché dans Kaboul sous le slogan « pain, travail, liberté »⁸⁶. Ces messages servent à faire connaître leur opposition aux violations de leurs droits fondamentaux, tout en dénonçant un régime réactionnaire et fondamentaliste qui opprime l'ensemble de la société. Toutefois, les autorités n'ont cessé de réprimer de plus en plus violemment les manifestations. En réaction à ces mouvements contestataires, les Talibans ont intimidé et maltraité les manifestant·e·s, les soumettant à des arrestations et des détentions arbitraires, ainsi qu'à des enlèvements et à des actes de torture physique et psychologique. Pour obtenir leur libération, ces femmes ont été forcées de signer des déclarations stipulant qu'elles et leur famille ne manifesteraient plus ni ne parleraient publiquement de leur expérience en détention⁸⁷. D'autres formes de mobilisation sont donc privilégiées telles que la mobilisation digitale.

⁸³ Fetrat, S., & Abbasi, F. (2022, 13 octobre). En Afghanistan, les femmes font preuve de résistance. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/fr/news/2022/10/12/en-afghanistan-les-femmes-font-preuve-de-resistance>

⁸⁴ BBC News Afrique. (2023, 28 janvier). Les femmes en Afghanistan : « On a l'impression de ne pas pouvoir respirer ». <https://www.bbc.com/afrique/monde-64403007>

⁸⁵ Éducation pour les filles afghanes ! (2023a, 23 janvier). UNESCO. https://www.unesco.org/fr/articles/education-pour-les-filles-afghanes?TSPD_101_R0=080713870fab20004de5adfe8111458de508badd2c0a6e6dc8e3ea1cd37e67d5eccdf546e81b53420832e49e4c143000f07a4acd2b083c2fc1a05e377a4f6df78f9024c5969c361dc71b3e9013ca1f4a62c404c08e8a780f52d8e968e3082da1

⁸⁶ Blick. (2022, 29 mai). Afghanistan : Kaboul : des femmes réclament leurs droits. Blick. <https://www.blick.ch/fr/news/pain-travail-liberte-des-femmes-reclament-leurs-droits-a-kaboul-ce-dimanche-id17531663.html>

⁸⁷ AmnestyFrance. (2022b, juillet 27). Comment les talibans s'attaquent aux droits des femmes en Afghanistan. Amnesty France. <https://www.amnesty.fr/discriminations/actualites/comment-les-talibans-sattaquent-aux-droits-des-femmes-en-afghanistan>

Selon Carol Mann, il existe une fracture générationnelle au sein de la société afghane parce que les jeunes ont accédé à la modernité de façon très précipitée⁸⁸. En seulement vingt ans, les technologies de l'information et Internet leur ont donné la possibilité de se connecter entre elles et avec le monde extérieur. Les femmes qui ont accès aux réseaux sociaux les utilisent, entre autres, pour se connecter à leurs proches et pour accéder à l'information. La campagne #MeToo en Afghanistan avait déjà permis aux femmes de s'exprimer et de faire pression pour des changements sociaux et politiques sur des questions telles que l'égalité de genre, la justice pour les victimes de violences et les droits économiques. Aujourd'hui, ce sont les hashtag #LetHerLearn et #LetAfghanGirlsLearn qui visent à soutenir et sensibiliser à l'importance de l'éducation des filles dans le pays. En outre, ces outils de communication et de diffusion servent à faire pression sur les autorités pour garantir aux filles un accès à l'éducation qui fait partie intégrante de leurs droits fondamentaux.

Cependant, bien que les plateformes des médias sociaux jouent un rôle crucial pour influencer l'opinion publique, ces outils connaissent des limites. Le rapport d'ONU Femmes, *Women's rights in Afghanistan one year after the Taliban take-over*⁸⁹, met en lumière le fait que les femmes sont souvent obligées de rester anonymes pour éviter les abus et le harcèlement en ligne. Par ailleurs, les femmes qui vivent en milieux ruraux n'ont pas toutes bénéficié de cette modernisation en raison de facteurs tels que l'isolement géographique, la pauvreté, l'analphabétisme et les restrictions sociales, car le téléphone portable est souvent confié à l'homme du foyer.

En réaction à l'interdiction de l'accès à l'éducation, deux professeurs ont pris une position publique en soutien à ces femmes. Le premier, Ismail Mashal, a déchiré ses diplômes en direct sur Tolo TV, une des chaînes les plus importantes du pays, en signe de protestation contre l'interdiction faite aux femmes par les Talibans d'accéder aux universités⁹⁰. Le second, Obaidullah Wardak, enseignant à Kaboul, a annoncé sa démission sur Facebook en déclarant qu'il ne voulait plus enseigner « là où les jeunes filles ne sont pas

⁸⁸ Propos tirés de l'entretien avec Carol Mann, historienne de l'art et sociologue, le 28 janvier 2023

⁸⁹ UN Women. (2022b). *Women's rights in Afghanistan one year after the Taliban take-over*. Gender Alert No.2. https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-08/Gender-alert-2-Womens-rights-in-Afghanistan-one-year-after-the-Taliban-take-over-en_0.pdf

⁹⁰ Courrier International. (2022, 29 décembre). En soutien aux Afghanes privées d'éducation, ce professeur déchire ses diplômes en direct. Courrier international. <https://www.courrierinternational.com/article/video-en-soutien-aux-afghanes-privees-d-education-ce-professeur-dechire-ses-diplomes-en-direct>

autorisées à étudier⁹¹ ». En ce sens, ces actes protestataires largement relayés sur les réseaux sociaux à l'échelle mondiale pourraient encourager la prise de position sur la situation des femmes afghanes privées d'éducation et d'accès au travail, pas seulement des femmes elles-mêmes mais aussi d'autres membres de la société.

Grâce à un engagement déterminé des membres de la société civile impliqués, des réseaux d'écoles clandestines en Afghanistan s'organisent de manière informelle, en dépit des restrictions imposées par les Talibans. Parmi les initiatives qui permettent la continuité de l'éducation, on peut citer Radio Begum, une radio militante créée par et pour les femmes, lancée le 8 mars 2021 et qui a vocation à faire exister la voix des femmes. Ce média diffuse des émissions sur l'éducation et les droits des femmes, et travaille avec des organisations locales pour offrir des classes à distance et des cours en ligne pour les jeunes filles. En plus de fournir un accès à l'éducation aux jeunes filles, Radio Begum s'engage aussi à promouvoir les droits et les histoires des femmes afghanes. Cette radio est ouverte 24 heures sur 24 et couvre plus de huit provinces dans les deux langues nationales, le pashto et le dari⁹². Bien que ces initiatives puissent offrir une opportunité d'éducation pour les jeunes filles qui n'ont plus accès à l'éducation formelle, elles font face à des défis importants, des difficultés financières et des limitations en matière de ressources et de matériels d'enseignement. Ces réseaux clandestins ne sont pas suffisamment étendus et équipés pour répondre aux besoins éducatifs de toutes les jeunes filles du pays car actuellement, 2,5 millions de filles et de jeunes femmes afghanes en âge d'être scolarisées ne le sont pas, soit 80 %⁹³.

La communauté afghane trouve des moyens de demander des comptes aux Talibans en ayant recours à la solidarité internationale à l'intérieur comme à l'extérieur du pays pour essayer de faire respecter les droits des femmes en maintenant l'attention de la communauté internationale sur la situation. Par la présence des organismes de solidarité internationale et l'urgence humanitaire dans laquelle les contestations pour les droits des

⁹¹ La Dépêche. (2022, 21 décembre). Afghanistan : # LetHerLearn contre l'interdiction d'étudier imposée aux jeunes filles. ladepeche.fr. <https://www.ladepeche.fr/2022/12/21/afghanistan-letherlearn-contre-linterdiction-detudier-imposee-aux-jeunes-filles-10882594.php>

⁹² Événement de soutien aux femmes afghanes | Égalité-femmes-hommes. (2022, 27 juin). <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/evenement-de-soutien-aux-femmes-afghanes>

⁹³ Éducation pour les filles afghanes ! (2023b, 23 janvier). UNESCO. https://www.unesco.org/fr/articles/education-pour-les-filles-afghanes?TSPD_101_R0=080713870fab20004de5adfe8111458de508badd2c0a6e6dc8e3ea1cd37e67d5eccdf546e81b53420832e49e4c143000f07a4acd2b083c2fc1a05e377a4f6df78f9024c5969c361dc71b3e9013ca1f4a62c404c08e8a780f52d8e968e3082da1

femmes s'inscrivent, les organismes de solidarité internationale sont de réels acteurs dans cette résistance.

Les femmes de Kaboul ont fait appel à l'ONU à contribuer à l'ouverture de dialogues entre elles et les autorités afghanes, à renforcer leurs opportunités économiques et éducatives, à restaurer leurs droits fondamentaux et à préserver les avancées en matière d'autonomisation des femmes. Plus de 100 femmes de différentes régions du pays, de divers milieux, organisations et entités, se sont réunies en novembre 2022, dans la ville de Maïmana capitale de la province de Faryab en Afghanistan. Les discussions ont porté sur les quatre piliers de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies⁹⁴, à savoir la participation, la protection, la prévention, le secours et la reconstruction et ont abouti à une liste de recommandations à destination de la communauté internationale, aux autorités et aux femmes elles-mêmes⁹⁵.

Depuis mars 2022, des organisations de défense des droits humains⁹⁶ ont créé l'Alliance pour les droits humains en Afghanistan afin de mener un suivi collectif de l'évolution des droits humains dans le pays, et de réclamer leur protection et établir des responsabilités pour l'ensemble des violations et des abus. Cette alliance a pour but d'établir un dialogue avec les organes internationaux tels que le Conseil des droits de l'homme et le Conseil de sécurité des Nations unies ou encore des expert·e·s tels que le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan et d'autres acteur·rice·s, afin de faire pression sur le régime. António Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies a ainsi déclaré à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation le 24 janvier 2023 : « J'appelle les autorités de facto en Afghanistan en particulier à annuler l'interdiction scandaleuse et autodestructrice d'accès à l'enseignement secondaire et supérieur pour les filles »⁹⁷. L'UNESCO a fait de même en appelant à un

⁹⁴ La résolution 1325 (2000) est une résolution onusienne, adoptée par le Conseil des Nations Unies qui concerne le droit des femmes, la paix et la sécurité

⁹⁵ Afghan women want dialogue to ensure basic rights. (2022, 18 novembre). UNAMA. <https://unama.unmissions.org/afghan-women-want-dialogue-ensure-basic-rights>

⁹⁶ Amnesty International, Front Line Defenders, Freedom House, Freedom Now, Human Rights Watch (HRW), MADRE, l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), la Fédération internationale des ligues des droits de Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH), et la Ligue internationale des femmes pour la paix. Amnesty International. (2022, mars 4). Une nouvelle alliance a été créée dans le but de protéger l'Afghanistan. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/03/new-alliance-to-protect-human-rights-in-afghanistan/>

⁹⁷ Le chef de l'ONU appelle à un engagement mondial pour transformer l'éducation. (2023, 24 janvier). ONU Info. <https://news.un.org/fr/story/2023/01/1131632>

accès immédiat et non négociable à l'éducation et au retour à l'école pour toutes les filles et jeunes femmes en Afghanistan. Audrey Azoulay, directrice générale de l'organisation a d'ailleurs réitéré que la communauté internationale continuera à être mobilisée pour défendre le droit des filles et des femmes afghanes à l'éducation⁹⁸. Cet appel à la mobilisation en faveur de la protection des droits des femmes s'inscrit dans la continuité du mouvement local qui persiste.

CONCLUSION

Face aux différents mouvements sociaux en faveur des droits des femmes dans le monde, qui interviennent dans un contexte de backlash, nous avons tenté de comprendre en quoi leurs contestations remettent en question les gouvernements, les mentalités, et même la société. Force est de constater qu'au-delà des revendications pour les droits des femmes, certains mouvements abordent des thématiques plus larges en formulant des demandes allant contre les systèmes qui leur retirent ces droits. C'est alors contre ces systèmes juridiques, globaux, ou contre des systèmes de pensée que ces mouvements se positionnent pour réclamer un changement. De fait, les lois restreignant les droits des femmes s'inscrivent dans des contextes patriarcaux, religieux ou encore capitalistes qui creusent les inégalités.

Dans les régions les plus exposées au changement climatique, des mouvements comme celui du Brésil remettent en question le système capitaliste, produit du mode de vie occidental. Il s'agit par là-même de dénoncer l'emprise de l'homme sur l'environnement, qui est également associée à l'emprise de l'homme sur la femme. Pour l'écoféminisme, cette dernière est la première victime des dommages faits à l'environnement. Ce sont aussi les premières victimes du changement climatique, surtout dans les contextes ruraux, comme le montre le mouvement en Ouganda.

L'approche intersectionnelle joue un rôle primordial dans l'étude de ces mouvements, puisque les femmes sont aussi victimes des différentes discriminations : ethniques, sociales, économiques. C'est cette dimension qui est mise en avant dans le mouvement de lutte pour l'accès à l'IVG aux États-Unis, où les inégalités d'accès aux services de santé sont importantes. En Pologne, le mouvement pour les DSSR dépasse les frontières et se bat contre le tabou que représente l'avortement dans une société patriarcale et hétéronormée. Ces mouvements s'opposent à des États conservateurs qui tentent de renforcer leur emprise sur le corps des femmes. En outre, on observe que ces

⁹⁸ *ibid*

mouvements ont déjà des impacts sur les perceptions et les mentalités de la population en matière de DSSR. En effet, en Pologne, la jeunesse se détourne de plus en plus des valeurs religieuses et la société en général est davantage en faveur de l'avortement depuis les manifestations. Le même phénomène est constaté aux États-Unis, où la dissonance entre la société et les politiques est importante.

Les mouvements pour les droits des femmes peuvent également se positionner contre l'instrumentalisation de la religion, comme c'est le cas en Iran et en Afghanistan. En effet, en Afghanistan, le pouvoir en place cherche à invisibiliser les femmes et résister devient un acte de survie. En Iran, on assiste à une véritable révolution portée par la société.

Outre l'aspect intersectionnel, c'est aussi le rôle des réseaux sociaux qui dénote dans les modalités des mouvements sociaux actuels. Au sein de nombreuses mobilisations, ils servent à organiser les mouvements et contribuent également à visibiliser ces luttes, à l'échelle nationale et internationale.

Les mouvements actuels pour les droits des femmes ont des impacts variés, mais avérés. Par exemple, s'ils ne font pas encore bouger les lois dans certains pays autoritaires comme l'Afghanistan, ils mobilisent toutefois la société internationale et mettent la lumière sur les combats des femmes. En outre, ils remettent en question les mentalités comme en Pologne ou aux États-Unis, puisque l'on observe des changements de positions au sein des populations, qui questionnent les valeurs religieuses et patriarcales. Finalement, des systèmes plus larges comme le capitalisme sont remis en question par les mouvements de droits des femmes de pays comme l'Ouganda ou le Brésil, et s'intéressent à la question de l'environnement. Pour reprendre l'expression de Javan Dorna, ces mouvements se battent donc bien contre plusieurs systèmes (capitalistes, gouvernementaux, religieux et patriarcaux) car ils remettent en question les droits des femmes.

BIBLIOGRAPHIE

ACCUEIL. (s. d.). # StopEACOP. <https://www.stopeacop.net/accueil>

Afghan women want dialogue to ensure basic rights. (2022, 18 novembre). UNAMA. <https://unama.unmissions.org/afghan-women-want-dialogue-ensure-basic-rights>

Akina Mama wa Afrika – A Feminist Leadership Development Organization for African Women. (s. d.). <https://www.akinamamawaafrika.org/>

Alfonseca, K. (2022, June 24). Why abortion restrictions disproportionately impact people of color. ABC News. Retrieved from <https://abcnews.go.com/Health/abortion-restrictions-disproportionately-impact-people-color/story?id=84467809>

AmnestyFrance. (2022a, juillet 27). Comment les talibans s'attaquent aux droits des femmes en Afghanistan. Amnesty France. <https://www.amnesty.fr/discriminations/actualites/comment-les-talibans-sattaquent-aux-droits-des-femmes-en-afghanistan>

AmnestyFrance. (2022b, juillet 27). Comment les talibans s'attaquent aux droits des femmes en Afghanistan. Amnesty France. <https://www.amnesty.fr/discriminations/actualites/comment-les-talibans-sattaquent-aux-droits-des-femmes-en-afghanistan>

Amnesty International. (2022, 12 décembre). Europe de l'Est et Asie centrale. Les crises et les « valeurs traditionnelles » accentuent le manque de protection contre les violences domestiques <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/12/eastern-europe-and-central-asia-lack-of-protection-against-domestic-violence-exacerbated-by-crises-and-traditional-values-new-report/>

Amnesty International. (2022a, mars 4). Une nouvelle alliance a été créée dans le but de protéger l'Afghanistan. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/03/new-alliance-to-protect-human-rights-in-afghanistan/>

Amnesty International. (2022b, mars 4). Une nouvelle alliance a été créée dans le but de protéger l'Afghanistan. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/03/new-alliance-to-protect-human-rights-in-afghanistan/>

Antonio, A. (2022, 15 novembre). Iran : les symboles d'une révolte, une conversation avec Farhad Khosrokhavar. Le Grand Continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/15/iran-les-symboles-dune-revolte-une-conversation-avec-farhad-khosrokhavar/>

Bauer-Babef, C., & Vasques, E. (2022, 18 novembre). Interdiction de l'avortement : en Pologne, des morts qui auraient pu être évitées. [www.euractiv.fr. https://www.euractiv.fr/section/sante-modes-de-vie/news/interdiction-de-lavortement-en-pologne-des-mortes-qui-aurait-pu-etre-evitees/](https://www.euractiv.fr/section/sante-modes-de-vie/news/interdiction-de-lavortement-en-pologne-des-mortes-qui-aurait-pu-etre-evitees/)

BBC News Afrique. (2023, 28 janvier). Les femmes en Afghanistan : « On a l'impression de ne pas pouvoir respirer » . <https://www.bbc.com/afrique/monde-64403007>

Bienvenu, H. (2023, janvier 5). Les Polonais tournent de plus en plus le dos à l'Eglise catholique. [Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/05/les-polonais-tournent-de-plus-en-plus-le-dos-a-l-eglise-catholique_6156658_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/05/les-polonais-tournent-de-plus-en-plus-le-dos-a-l-eglise-catholique_6156658_3210.html)

Bienvenu, H. (2023, janvier 8). En Pologne, les ravages des restrictions d'accès à l'IVG. [Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/08/en-pologne-les-ravages-des-restrictions-d-acces-a-l-ivg_6157024_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/08/en-pologne-les-ravages-des-restrictions-d-acces-a-l-ivg_6157024_3210.html)

Blick. (2022, 29 mai). Afghanistan : Kaboul : des femmes réclament leurs droits. [Blick. https://www.blick.ch/fr/news/pain-travail-liberte-des-femmes-reclament-leurs-droits-a-kaboul-ce-dimanche-id17531663.html](https://www.blick.ch/fr/news/pain-travail-liberte-des-femmes-reclament-leurs-droits-a-kaboul-ce-dimanche-id17531663.html)

Buchanan, M. J. (2022, November 2). Abortion Bans Will Result in More Women Dying. Center for American Progress. Retrieved from <https://www.americanprogress.org/article/abortion-bans-will-result-in-more-women-dying/>

Camille Étienne : « L'action collective peut rendre heureux » . (2021, 13 novembre). France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-invite-e-des-matins-du-samedi/camille-etienne-activiste-ecologiste-4445059>

Caramel, L. (2022, 27 janvier). Vanessa Nakate, militante ougandaise pour le climat : « Je veux des actions maintenant, pas dans dix ans » . [Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/05/vanessa-nakate-militante-ougandaise-pour-le-climat-je-veux-des-actions-maintenant-pas-dans-dix-ans_6101060_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/11/05/vanessa-nakate-militante-ougandaise-pour-le-climat-je-veux-des-actions-maintenant-pas-dans-dix-ans_6101060_3212.html)

Caron, P. (2022, 22 septembre). Manifestations en Iran : « La colère traverse les classes sociales, c'est inédit » , estime l'historien Jonathan. [Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/iran/manifestations-en-iran-la-colere-traverse-les-classes-sociales-c-est-inedit-estime-l-historien-jonathan-piron_5373382.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/iran/manifestations-en-iran-la-colere-traverse-les-classes-sociales-c-est-inedit-estime-l-historien-jonathan-piron_5373382.html)

Clavaud, A. (2022, 3 mars) Droits des femmes : le grand recul ? À l'épreuve de la crise sanitaire en Europe. Fondation Jean-Jaurès éditions / éditions de l'Aube.

Contretemps. (2023, 25 janvier). Le féminisme polonais au seuil d'une révolution. <https://www.infolibertaire.net/le-feminisme-polonais-au-seuil-dune-revolution/>

Courrier International. (2022, 29 décembre). En soutien aux Afghanes privées d'éducation, ce professeur déchire ses diplômes en direct. Courrier international. <https://www.courrierinternational.com/article/video-en-soutien-aux-afghanes-privees-d-education-ce-professeur-dechire-ses-diplomes-en-direct>

Daussy Laure. (2022, 28 septembre). <https://charliehebdo.fr/2022/09/international/iran-les-femmes-disent-merde-aux-mollahs/>

Desai, B. H. (2021, 1 janvier). Role of Climate Change in Exacerbating Sexual and Gender-Based Violence against Women : A New Challenge for International Law - IOS Press. <https://content.iospress.com/articles/environmental-policy-and-law/epl210055>

De Sèze, C. (2022, 6 décembre). *Manifestations en Iran : « Les revendications vont bien au-delà du port du voile »* . www.20minutes.fr. <https://www.20minutes.fr/monde/4013610-20221206-manifestations-iran-revendications-vont-bien-dela-port-voile>

Déterminées et mobilisées face aux réactionnaires ! (2022, novembre). D'ébats Féministes. <https://www.planning-familial.org/sites/default/files/2022-11/D%27Ebats%20Féministes%20n°78%20novembre%202022.pdf>

Deleurence, G. (2022, 11 décembre). « *L'Iran, une révolution en devenir* » . POLITIS. <https://www.politis.fr/articles/2022/11/face-a-azadeh-kian/>

Dhaussy, C., Assema, L., Allard M. (2018). Ni les Femmes Ni la Terre ! [sous-titré] [Vidéo]. Vimeo. <https://vimeo.com/477479592>

Éducation pour les filles afghanes ! (2023a, janvier 23). UNESCO. https://www.unesco.org/fr/articles/education-pour-les-filles-afghanes?TSPD_101_R0=080713870fab20004de5adfe8111458de508badd2c0a6e6dc8e3ea1cd37e67d5eccdf546e81b53420832e49e4c143000f07a4acd2b083c2fc1a05e377a4f6df78f9024c5969c361dc71b3e9013ca1f4a62c404c08e8a780f52d8e968e3082da1

Éducation pour les filles afghanes ! (2023b, janvier 23). UNESCO. https://www.unesco.org/fr/articles/education-pour-les-filles-afghanes?TSPD_101_R0=080713870fab20004de5adfe8111458de508badd2c0a6e6dc8e3ea1cd37e67d5eccdf546e81b53420832e49e4c143000f07a4acd2b083c2fc1a05e377a4f6df78f9024c5969c361dc71b3e9013ca1f4a62c404c08e8a780f52d8e968e3082da1

Éducation pour les filles afghanes ! (2023c, janvier 23). UNESCO. <https://www.unesco.org/fr/articles/education-pour-les-filles-afghanes?hub=343>

Événement de soutien aux femmes afghanes | Égalité-femmes-hommes. (2022, 27 juin). <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/evenement-de-soutien-aux-femmes-afghanes>

Fetrat, S., & Abbasi, F. (2022, 13 octobre). En Afghanistan, les femmes font preuve de résistance. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/fr/news/2022/10/12/en-afghanistan-les-femmes-font-preuve-de-resistance>

France Culture : Les scandaleuses. (2020, 29 janvier).. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/lsd-la-serie-documentaire/les-scandaleuses-3053617>

France, C. O. F. (2022, 11 avril). Vanessa Nakate, la jeune activiste ougandaise qui milite pour une justice climatique. ONU Femmes France. <https://www.onufemmes.fr/nos-actualites/2022/3/14/vanessa-nakate-la-jeune-activiste-ougandaise-qui-milite-pour-une-justice-climatique>

France 24. (2022, août 13). Afghanistan : à Kaboul, une manifestation de femmes violemment dispersée par les Taliban. France 24. <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220813-afghanistan-%C3%A0-kaboul-une-manifestation-de-femmes-violemment-dispers%C3%A9e-par-les-taliban>

Gender, Climate and Security. (s. d.-b). Gender, Natural Resources, Climate, and Peace. <https://www.gender-nr-peace.org/gender-climate-security/>

Guétat-Bernard, H. (2016, 13 juillet). L'agro-écologie au Brésil, un instrument genré de luttes sociales. <https://journals.openedition.org/orda/2888?lang=pt>

Guttmacher Institute. (2023, January 25). Abortion Out of Reach: The Exacerbation of Wealth Disparities After Dobbs v. Jackson Women's Health Organization. Guttmacher Institute. Retrieved from <https://www.guttmacher.org/article/2023/01/abortion-out-reach-exacerbation-wealth-disparities-after-dobbs-v-jackson-womens>

Howell, M. (2020). Ensuring Access to Safe Abortion Care for Black Women. in Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda. Retrieved from http://blackrj.org/wp-content/uploads/2020/04/6217-IOOV_Abortion.pdf

Human Rights Watch Poland : End Prosecution of Abortion Activist. (2022, août 22). <https://www.hrw.org/news/2022/07/13/poland-end-prosecution-abortion-activist>

In Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda. (2020, November 9) HERStory – In Our Own Voice. In Our Own Voice: National Black Women's Reproductive Justice Agenda Retrieved from <https://blackrj.org/about-us/herstory/>

Iwaniuk, J. (2020, 1 décembre). Pour le droit à l'IVG, la jeunesse polonaise sort ses armes de ringardisation massive. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2020/12/01/pour-le-droit-a-l-ivg-la-jeunesse-polonaise-sort-ses-armes-de-ringardisation-massive_6061728_4500055.html

Iwaniuk, J. (2021, 1 novembre). Un an après la quasi-interdiction de l'IVG en Pologne, « l'avortement sans frontières » prospère. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2021/11/01/un-an-apres-la-quasi-interdiction-de-l-ivg-en-pologne-l-avortement-sans-frontieres-prospere_6100530_3210.html

Jannic-Cherbonnel, F. (2022, 2 octobre). GRAND ENTRETIEN. Manifestations en Iran : "Nous sommes face à une situation avec un énorme potentiel révolutionnaire. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/iran/grand-entretien-manifestations-en-iran-nous-sommes-face-a-une-situation-avec-un-enorme-potentiel-revolutionnaire_5388058.html

Jacinto, L. (2022, 30 octobre). Inspirées par les manifestations en Iran, les femmes afghanes continuent le combat. France 24. <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20221030-inspirees-par-les-manifestations-en-iran-les-femmes-afghanes-continuent-le-combat>

Joffe, C., & Hockstein, E. (2018, February 6). Opinion | Volunteers Are The Unsung Heroes Of Abortion Care. HuffPost. Retrieved from https://www.huffpost.com/entry/opinion-joffe-cohen-abortion_n_5a7874e8e4b0905433b6c68c

KAMRAVA Mehran and DORRAJ Manochehr, Iran Today : An encyclopedia of life in the Islamic Republic, Greenwood Press, 2008, p. 245

La Dépêche. (2022, décembre 21). Afghanistan : # LetHerLearn contre l'interdiction d'étudier imposée aux jeunes filles. ladepeche.fr. <https://www.ladepeche.fr/2022/12/21/afghanistan-letherlearn-contre-linterdiction-detudier-imposee-aux-jeunes-filles-10882594.php>

Le chef de l'ONU appelle à un engagement mondial pour transformer l'éducation. (2023, 24 janvier). ONU Info. <https://news.un.org/fr/story/2023/01/1131632>

Le Figaro. (2019, août 15). Au Brésil, 100.000 femmes du monde rural manifestent contre Jair Bolsonaro. Madame Figaro. <https://madame.lefigaro.fr/societe/femmes-du-monde-rural-manifestation-contre-jair-bolsonaro-au-Bresil-violences-droits-des-femmes-150819-166448>

Libération. (2022, 29 septembre). A Kaboul, des femmes manifestent en soutien aux Iraniennes. Libération. https://www.liberation.fr/international/a-kaboul-des-femmes-manifestent-en-soutien-aux-iraniennes-20220929_EXF2UX24Q5DKJLZKQHZJUTB424/

La pandémie fantôme : la violence contre les femmes pendant la COVID-19. (s. d.). ONU Femmes. <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19>

Le Point.fr. (2023, 8 janvier). Pologne : au moins trois femmes décédées après un refus d'IVG. Le Point. https://www.lepoint.fr/monde/pologne-au-moins-trois-femmes-decedees-apres-un-refus-d-ivg-08-01-2023-2504087_24.php

Maheu, L., & Descent, D. (2008). Les mouvements sociaux : un terrain mouvant. Le dossier Mouvements sociaux, 3(1), 4151. <https://doi.org/10.7202/301068ar>

Makaremi, C., & Reip, P. (2022, 6 décembre). Femmes, révolte et révolution en Iran. <https://hal.science/hal-03887421/document>

McCleary, K., & Yan, H. (2022, June 27). Convocan a protestas en varias ciudades tras el fallo que anuló el aborto. CNN en español. Retrieved from <https://cnnespanol.cnn.com/2022/06/27/protestas-estados-unidos-corte-suprema-anula-derecho-aborto-trax/>

Mercader, P., & Carbonne, N. (2014). Identités hétéronormées à l'école : catégorisations contraintes et jeux interstitiels. Nouvelle revue de psychosociologie, 17, 135-150. <https://www.cairn.info/revue-nouvelle-revue-de-psychosociologie-2014-1-page-135.htm>

Nahoum-Grappe, V. (2018, mai). # Metoo : Je, Elle, Nous. Esprit. <https://esprit.presse.fr/article/veronique-nahoum-grappe/metoo-je-elle-nous-41429>

Nakate, V. (2021, 27 janvier). Educating young women is the climate fix no one is talking about. WIRED UK. <https://www.wired.co.uk/article/educating-girls-climate-change>

Nakate, V. (2022). Une écologie sans frontières : L'appel d'une militante africaine pour une justice climatique. HARPERCOLLINS.

Nash, E. (2021, November 22) Resources for Journalists: 15 Points to Consider When Covering Abortion, the Supreme Court and a Potential "Post-Roe World". Guttmacher

Institute. Retrieved from <https://www.guttmacher.org/article/2021/11/resources-journalists-15-points-consider-when-covering-abortion-supreme-court-and>

Nash, E. (2022, November 9) In the US Midterm Elections, Resounding Victories for Abortion on State Ballot Measures. . Guttmacher Institute. Retrieved from <https://www.guttmacher.org/2022/11/us-midterm-elections-resounding-victories-abortion-state-ballot-measures>

Nash, E. (2023, January 10) Six Months Post-Roe, 24 US States Have Banned Abortion or Are Likely to Do So: A Roundup. Guttmacher Institute. Retrieved from <https://www.guttmacher.org/2023/01/six-months-post-roe-24-us-states-have-banned-abortion-or-are-likely-to-do-so-roundup>

Navarre, M. (2022). La grande histoire du féminisme. SCIENCES HUMAINES.

Nobre, M. (2005). Quand la libération des femmes rencontre la libération des semences. Mouvements, 41(4), 70. <https://doi.org/10.3917/mouv.041.0070>

OHCHR. (s. d.-b). Les changements climatiques exacerbent la violence à l'égard des femmes et des filles. <https://www.ohchr.org/fr/stories/2022/07/climate-change-exacerbates-violence-against-women-and-girls>

Pas de paix sans les femmes : des activistes afghanes nous expliquent pourquoi la représentation des femmes importe. (2022, 2 novembre). ONU Femmes. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/reportage/2022/11/pas-de-paix-sans-les-femmes-des-activistes-afghanes-nous-expliquent-pourquoi-la-representation-des-femmes-importe>

Pavlovitch, M. (2022, août 5). Les femmes portent le poids des conséquences du changement climatique. Institut du Genre en Géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=8675>

Prévost, H., Duc, S., Bessagnet, A. G. W., & Gonzalez, L. (2019, 3 mars). Filmer avec les femmes rurales au Brésil. Mondes Sociaux.

<https://sms.hypotheses.org/18826>

Protais, M. (2022, 13 décembre). Comment la révolution iranienne est née sur les réseaux sociaux. L'ADN. <https://www.ladn.eu/media-mutants/revolte-iranienne-twitter-et-clubhouse-ont-permis-datteindre-une-sagesse-collective/>

Radio Télévision Suisse. (2022, 5 juillet). Cinq ans après # MeToo, les États-Unis en proie à « un profond backlash » . rts.ch. <https://www.rts.ch/info/monde/13208704-cinq-ans-apres-metoo-les-etatsunis-en-proie-a-un-profond-backlash.html>

Sarka-Spip, C. (2020, 4 juin). Qui sont les femmes de la « Marche des Marguerites » . Autres Brésils. <https://www.autresbresils.net/Qui-sont-les-femmes-de-la-Marche-des-Marguerites>

Senécal, P. P. (2023, 9 janvier). En Pologne, une activiste pro-choix sur le banc des accusés. Le Soir. <https://www.lesoir.be/487804/article/2023-01-09/en-pologne-une-activiste-pro-choix-sur-le-banc-des-accuses>

Sister Song. (n.d.). Reproductive Justice. Sister Song. Retrieved from <https://www.sistersong.net/reproductive-justice>

Table of Solutions | @ProjectDrawdown. (2021, août 16). Project Drawdown. <https://www.drawdown.org/solutions/table-of-solutions>

Taylor, L. (2022, 22 octobre). Two Years On, Poland's Abortion Crackdowns and the Rule of Law. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/news/2022/10/22/two-years-polands-abortion-crackdowns-and-rule-law>

United Nations. (s. d.). Le femmes . . . dans le contexte des changements climatiques | Nations Unies. <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-femmes-dans-le-contexte-des-changements-climatiques>

United Nations. (s. d.). Vanessa Nakate : Climate change is about the people. <https://www.un.org/en/climatechange/vanessa-nakate-climate-change-is-about-people>

UN Women. (2022). Women's rights in Afghanistan one year after the Taliban take-over. Gender Alert No.2. https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-08/Gender-alert-2-Womens-rights-in-Afghanistan-one-year-after-the-Taliban-take-over-en_0.pdf

VERBATIMS

Entretien réalisé le 12 janvier 2023 avec Héroïse Prevost, post doctorante en sociologie à l'Institut de Recherche au Développement et au CESSMA

« [...] Si l'agroécologie est considérée comme un projet politique, ça comprend la manière dont on travaille la terre. C'est basé sur le renouvellement de la vie, la diversité de cultures, il faut que cela reflète les cycles naturels de l'environnement et de l'écosystème. Il s'agit de travailler en respect et avec ça, il n'y pas de séparation entre humain/environnement. L'homme fait partie de cet environnement. [...] »

« [...] Si on regarde l'agroécologie comme un projet social-politique, on va regarder les formes d'organisation, les formes économiques, les formes de division du travail et donc la division sexuelle du travail. Au lieu d'une société basée sur les valeurs économiques, qui priment sur tout, sur le capitalisme qui veut extraire et vendre, on va penser à une société qui est pour la reproduction de la vie, et on change de paradigme. On pense la reproduction de la vie environnementale et sociale : prendre soin des personnes, de l'environnement familial, du travail domestique, charge affective et émotionnelle, tout ce qui fait la vie. On va donc prendre toutes ses dimensions et on va les valoriser au lieu de mettre au centre les valeurs capitalistes. [...] »

« [...] Contre-exemple : Le gouvernement de Bolsonaro a donné tous les droits aux entreprises minières et d'agrobusiness qui ont déforesté pour vendre le bois, ont extrait des minerais, asséché des fleuves, pollué des sols, contaminé des eaux et sols et les populations et animaux ont été malades. Elles ont également assassiné ou exproprié des membres de communautés traditionnelles à des fins de profits. Il s'agit d'inverser cette logique. [...] »

**Entretien réalisé le 19 janvier 2023 avec Sarah Wald, avocate et maître de conférence à Harvard sur le genre et la politique, autrice d'articles sur le droit à l'IVG aux États-Unis
[traduit de l'anglais]**

« " [...] Roe a déterminé que l'avortement était protégé par la Constitution américaine. On ne pouvait pas l'interdire car c'était un droit constitutionnel. cela a coupé le débat politique et un mouvement pour le droit à l'avortement n'avait pas besoin d'être aussi actif. [...] Cela a galvanisé le mouvement anti-avortement [...] ils ont essayé de changer la façon dont le vote se déroulait [...] ils ont fait beaucoup de travail local, et méthodique. [...] " »

« [...] Les pro-choix se sont beaucoup organisés au niveau local parce qu'il n'y a pas grand-chose à faire au niveau fédéral en ce moment, parce que la Cour Suprême a décidé que chaque Etat peut décider seul de ses lois sur l'avortement [...] »

« [...] Ils ont constaté que le droit à la vie privée était ce qui conduisait à l'idée qu'il existe un droit à l'avortement. L'idée de la vie privée a continué [...] Maintenant qu'ils ont dit que la vie privée ne protège pas l'avortement, nous ne voyons pas encore ce mouvement très largement, mais certain·e·s disent : essayons d'annuler le mariage homosexuel, essayons d'annuler les lois parce que tout cela concerne la vie privée aussi [...] »

« [...] 70% des citoyens américains sont en faveur de l'autorisation de l'avortement dans certains cas. Ensuite, ils commencent à se diviser en fonction de la durée de la grossesse, etc. La plupart des gens ne sont pas en faveur de l'avortement à la demande tout au long de la grossesse, mais personne ne parle de nuances. [...] »

« [...] Planned Parenthood et l'ACLU, American Civil Liberties Union, sont des organisations nationales. Ce sont eux qui font la plupart des poursuites judiciaires et qui essaient d'obtenir une législation, mais ils travaillent souvent avec beaucoup de groupes locaux et il y a certainement beaucoup d'organisations de femmes et d'autres organisations qui ont cela dans leur programme [...] »

« " [...] au Kansas [...] Les organisateurs pro-avortement ont organisé une grande campagne pour faire échouer ce référendum, et ils sont allés parler à leurs voisins et ils ont vraiment fait une grande pression. Les gens pensaient que ça n'allait pas marcher, mais ça a marché, le référendum a été refusé. Au Vermont, ils ont organisé un référendum pour faire passer une protection constitutionnelle de l'avortement. Il y avait des panneaux " pas d'avortements tardifs [...] »

**Entretien réalisé le 22 janvier 2023 avec Javan Dorna, doctorante en science politique
à l'IEP de Lyon, conférence sur le sujet des mouvements en Iran**

« [...] J'ai constaté que la nouvelle génération était capable de relier les questions de contraintes politiques sur les questions des droits des femmes à la base du régime politique islamique. [...] »

« [...] Malgré ce qu'on a vu dans les médias internationaux, on a donné beaucoup d'attention à ce qui se passait en Iran et aux mouvements de femmes à travers une forte participation des jeunes femmes. Ensuite, on a pu aussi constater la participation des hommes dans les régions périphériques. On retrouve également les jeunes générations entre 15 et 25 ans qui étaient parmi les personnes arrêtées et exécutées, plus de 60 mineurs ont été tués ce qui montre la participation des mineurs au mouvement. [...] »

« [...] En résumé, le mouvement a commencé par la question des droits des femmes qui a ensuite évolué vers un changement radical du régime. [...] »

« [...] Dans certains espaces publics, les femmes ne veulent plus mettre le foulard. La réponse du régime a été de passer un message comme quoi ils vont enlever la police des mœurs, ce qui était une stratégie intéressante de leur part. En effet, l'information est tombée quand un groupe étudiant de gauche se préparait pour trois jours de grève et de manifestations. Ce moment a été très important, car d'autres groupes étaient également d'accord avec ces grèves et qui avait un grand impact. [...] »

« [...] Il y a eu d'autres mesures répressives, pas que la question du hijab, même si les revendications ont commencé par-là, derrière ça les féministes et les femmes insistaient sur d'autres droits : droit d'avoir à partir de 18 ans un passeport sans être rattachée à un homme, droit de pouvoir se rendre dans un stade de football, droit de voyager sans la permission du père ou du mari. [...] »

« [...] Pour beaucoup, l'annonce du retrait de la police des mœurs n'était pas une réponse suffisante pour un mouvement qui va au-delà du port du hijab. D'autres mesures répressives seront sûrement mises en place, ce système d'amende pour les conductrices s'applique maintenant aussi dans les rues, il n'y aura donc plus de violence physique mais un système de surveillance et d'amendes. [...] »

« [...] Cette question de hijab était très importante car c'est un symbole significatif et symbolique attaché à la nature de ce régime. [...] »

Entretien réalisé le 25 janvier 2023 avec Isabelle Hillenkamp, socio économiste, chargée de recherche et membre de l'axe « De la question sociale à la question environnementale Mutations du travail, genre et financiarisation » du CESSMA

« [...] Sur les enjeux environnementaux, le rôle social assigné aux femmes les expose en première ligne aux dégradations et aux pollutions environnementales. Les pollutions de l'eau par exemple, quand vous avez une entreprise minière qui rejette du plomb dans l'eau, vous avez des cancers qui apparaissent, qui commencent à toucher une grande partie de la population, les enfants etc. Souvent pour les pesticides, les premiers qui s'intoxiquent sont les hommes parce que ce sont souvent eux qui sont ouvriers agricoles, mais les femmes sont atteintes souvent par les eaux : que ce soit en lavant les combinaisons contaminées, ce sont aussi elles qui s'occupent des enfants qui vont commencer à avoir de la diarrhée, des infections plus graves. Le rôle de care est inséparablement social et environnemental : elles vont voir l'impact, elles vont à la fois se rendre compte que l'eau est polluée, que ça donne la diarrhée aux enfants, qu'il faut faire quelque chose avec l'alimentation, tout est lié, il n'y a pas de séparation pour elles. Elles sont, par la division sexuelle du travail, les premières à répondre aux conséquences concrètes de ces dégradations environnementales. [...] »

« [...] Il y a deux questions : celle des hommes et celle des classes sociales. Sur les hommes, il y a la nécessité qui demeure d'avoir des espaces de non-mixité, donc on ne va pas inviter des hommes même de bonne volonté, même des alliés dans certains espaces parce qu'immédiatement, ça reproduit les mécanismes de domination qui sont connus d'autocensure de certaines femmes, etc. [...] »

« [...] Donc il y a ces deux espaces qui vont communiquer, l'Alliance Nationale d'Agroécologie qui est un espace qui est beaucoup porté par des ONG mais pas seulement, qui a quand même une vraie représentation de mouvements de base, qui est un espace national mixte ; et puis la Marche des Margaridas qui est d'abord portée par ces mouvements autonomes, par le mouvement syndical et par une mobilisation des femmes au sein de ce mouvement. Donc il y a une alliance et ce que je n'ai pas dit c'est que la Marche des Margaridas est un mouvement massif au Brésil. Ça a vraiment été cette stratégie de massification de pensée : il faut qu'on apparaisse, il faut organiser des bus qui viennent de toutes les parties du Brésil avec des femmes paysannes qui vont débarquer à Brasilia, qui vont occuper l'espace, qui vont être extrêmement visibles, qui vont camper dans la capitale pendant plusieurs jours, pour vraiment qu'on devienne des sujets politiques. Donc il y a eu des Marches des Margaridas à peu près tous les 4 ou 5 ans, c'est une organisation monumentale [...] »

Entretien réalisé le 25 janvier 2023 avec Carol Joffe, professeur émérite de sociologie de l'Université de Californie à Davis et professeure du Département d'Obstétrique, de Gynécologie et des Sciences de la Reproduction de l'Université de Californie à San Francisco [traduit de l'anglais]

« [...] Nous parlons de femmes pauvres qui se font avorter. Les femmes de couleur ont des taux d'avortement trois fois plus élevés que les femmes caucasiennes. Les problèmes que les patientes de l'avortement avaient avant la révocation de Roe sont encore plus grands maintenant [...] »

« [...] Il existe un réseau de fonds d'avortement à travers les États-Unis, beaucoup de femmes dépendent de ces fonds pour les aider, non seulement à payer l'avortement, mais aussi à se déplacer, à payer la procédure, la garde d'enfants et l'hôtel si nécessaire - certaines interventions d'avortement prennent deux jours de plus-. Le problème actuel, cependant, est qu'il n'est pas clair si ce que les bénévoles font est légal [...] »

« [...] Le mouvement pro-choix essaie très fort d'être plus inclusif, d'être ouvert au leadership des personnes noires et brunes. Historiquement, il était principalement dominé par les Blancs. Donc, en interne, les mouvements essaient très fort de combattre le racisme dans leurs propres rangs [...] »

« [...] Les grandes marches que nous avons périodiquement eues, ce sont des mouvements pro-choix, et ils ont formé, très souvent, des coalitions au cours des dernières années. Comme de plus en plus de mouvements syndicaux sont dirigés par des femmes, nous avons plus de chances de voir les mouvements syndicaux rejoindre également la lutte pour les droits reproductifs [...] »

« [...] Il ne fait aucun doute que l'annulation de Roe a mobilisé les électeurs démocrates [...] tout le monde s'accorde à dire que c'est dû à l'avortement. L'annulation de Roe a rendu le mouvement pro-choix plus puissant [...] »

« [...] s'il y a un espoir pour le mouvement pro-choix, c'est que les Américains commencent enfin à réaliser à quel point la grossesse peut être compliquée. Ils commencent à voir l'avortement d'une manière différente. Ils peuvent se sentir mal à l'aise à ce sujet, mais c'est une partie essentielle des soins de santé [...] »

**Entretien réalisé le 26 janvier 2023 avec Amandine Clavaud, directrice des études à la
Fondation Jean-Jaurès et directrice de l'Observatoire Egalité femmes-hommes**

« [...] Au sein de l'UE, il y a eu une instrumentalisation des gouvernements conservateurs par rapport à la crise sanitaire qui ont considéré que les IVG étaient des « interventions non-essentiels ». La Pologne en fait partie, le gouvernement conservateur s'est engouffré dans la séquence des confinements qui empêchaient aux populations de se déplacer et donc de créer des mouvements de mobilisation dans la rue. [...] »

« [...] En revanche, ce qui est intéressant à regarder, c'est que plus le gouvernement a eu des tentatives pour réduire le droit à l'avortement, plus on voit une adhésion forte dans l'opinion publique de la libéralisation de l'accès à l'avortement dans la population en Pologne [...] »

« [...] Ce que l'on sait, c'est que durant la crise sanitaire, il y a eu une augmentation des appels sur les numéros d'urgence dédiés à l'information sur la contraception et sur l'IVG, et une augmentation sans précédent de demandes pour les pilules abortives. En fait, soit les femmes polonaises peuvent se rendre à l'étranger et se font avorter dans les pays limitrophes dont le délai n'est pas aussi restreint qu'en Pologne, soit elles reçoivent par courrier des pilules abortives. [...] »

« [...] Effectivement, ce qu'on peut observer, c'est que les jeunes sont de moins en moins sensibles à la question religieuse en Pologne. [...] »

« [...] Ce qui ressort des discours de ces différents acteurs, c'est cette volonté de défendre un modèle de société traditionaliste et hétéronormée où la femme et l'homme ont un rôle qui leur est assigné. [...] »

« [...] La législation fait en sorte que les médecins aujourd'hui soient réfrénés dans leur pratique d'IVG quand bien même que la femme aurait besoin de ce soin dans le cadre de la législation actuelle, car ils sont menacés d'être poursuivis en justice. [...] »

« [...] Une femme meurt toutes les 9 minutes d'un avortement non sécurisé dans le monde, chiffre qui pourrait augmenter au regard du recul observé aux États-Unis, en Pologne, Hongrie etc. [...] »

Entretien réalisé le 28 janvier à 2023 avec Carol Mann, historienne de l'art et sociologue, doctorante à l'EHESS, spécialisée dans la problématique du genre et du conflit armé

« [...] L'Iran est un pays ancien, très structuré, centralisé depuis des siècles et l'Afghanistan est un assemblage de provinces avec des priorités tribales. Ce sont deux pays qui ont évolué très différemment et c'est la structure même des deux sociétés qui est en cause. [...] »

« [...] Il y a un clivage absolument énorme, entre les populations rurales et urbaines. Donc la circulation et le fait d'avoir des alternatives de vie n'est pas quelque chose de fréquent dans l'histoire afghane. Les Afghans continuent à vivre dans une société très rurale, très tribale qui fonctionne au niveau d'un village, ce sont les hommes qui décident tout et les femmes sont en fin de compte occultées. Avec les guerres et les violents changements de gouvernement, comme toujours dans ces cas, on assiste à l'exode des élites ce qu'on a vu une fois de plus avec le retour des talibans en août 2021. [...] »

« [...] La fracture générationnelle est absolument là parce que ces filles et ces garçons ont accédé à la modernité de façon très précipitée. [...] »

« [...] Tout pourrait changer si les filles apprennent à lire, pas uniquement à déchiffrer comme elles le font dans le meilleur des cas à l'école primaire, la seule autorisée par les Talibans. Nous avons des élèves à partir du collège, donc on a parfois des filles de dix ans et jusqu'à un âge élevé, plus de 30 ans...Une fois qu'elles ont appris à poser des questions, se poser des questions et ont accès à internet, elles vont pouvoir surfer sur les possibilités. [...] »

« [...] Le regard de la société internationale est très porté sur les femmes. En ce moment, c'est conditionnel pour l'aide, la reconnaissance et ainsi de suite. [...] »

Entretien sous forme de questionnaire écrit, réalisé le 16 février 2023 avec Patience Poni Ayikoru avocate et militante pour la justice sociale en Ouganda [traduit de l'anglais]

« Les femmes subissent encore beaucoup de préjudices, [...] comme l'augmentation des mariages d'enfants qui, selon moi, sont des dégradations aseptisées, les grossesses chez les adolescentes, l'augmentation des abandons scolaires chez les filles, et l'accès limité à la justice pour les femmes des zones rurales, malgré les efforts mis en place par le gouvernement pour alimenter les systèmes judiciaires au niveau local. [...] »

« [...] Je pense que les défis auxquels nous sommes confrontées en tant que femmes émanent de barrières structurelles qui sont interconnectées et freinent délibérément la réalisation du plein potentiel des femmes. Bien que je sois plus encline à défendre l'inclusion des femmes dans le leadership et leur accès à la justice, je pense que la violence sexiste est un obstacle à la sécurité des femmes. En tant que défi social, il faut mettre la main à la pâte pour lutter pour les droits des femmes et mettre fin à la violence sexiste, c'est la responsabilité de tou·te·s [...] »

« [...] En tant qu'activiste, j'ai été déstabilisée par les menaces que j'ai reçues sur Internet, et même physiquement. La sécurité n'est pas garantie. Les croyances, normes et pratiques culturelles profondément ancrées qui placent les femmes dans une position d'infériorité dans la société rendent le recours à la justice encore plus difficile pour elles. La lutte contre la violence en ligne a eu un impact positif sur mon travail d'activiste, car je suis en mesure d'écrire sur les politiques non sensibles aux questions de genre dans mes articles et mes blogs, d'accéder à un public plus large et d'entrer en contact avec une communauté mondiale d'activistes. [...] »

« [...] En tant qu'avocate, je suis confrontée à la discrimination liée à mon âge et aux déséquilibres de pouvoir qui entrent en jeu lorsque les auteurs de crimes sont plus proches des "gardiens de la justice" et utilisent des moyens corrompus pour échapper aux sanctions. Ce n'est pas un travail facile, mais ma passion pour l'accès des femmes et des filles à la justice m'anime. J'ai également appris à tirer parti de la force du travail en réseau avec d'autres militant·e·s ougandais·e·s qui défendent les intérêts des femmes. [...] »

« [...] Les mentalités patriarcales découlent des systèmes d'oppression en place que la jurisprudence féministe combat continuellement. En changeant les mentalités et en signalant continuellement ce qui n'est pas correct et en mettant en cause la dignité

humaine dans notre nation, nous faisons passer le mot sur ce que nous défendons et nous transmettons le message au personnel écrit. [...] »